



**ÉCONOMIE**

Les événements du 11 septembre dernier ont frappé de plein fouet les marchés financiers causant beaucoup de soucis aux investisseurs. Le point.

Page B 4

LE DEVOIR



# PERSPECTIVES

Tout est en place

## Une action militaire brève et efficace

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Le premier acte de la guerre contre le terrorisme ne surprendra personne. Le ciel de Kaboul illuminé par une pluie de missiles. Le reste des événements redéfinira le concept du conflit armé.

Environ 1000 soldats américains ont foulé jeudi soir le sol de l'Ouzbékistan, une ex-république soviétique partageant une frontière avec l'Afghanistan. L'invasion est imminente, les bombardements aussi. Il s'agit peut-être des deux seuls éléments conventionnels de ce nouveau chapitre dans l'histoire guerrière de l'humanité.

Contrairement à ce que laisse croire le déploiement militaire massif au Moyen-Orient, les forces alliées enverront très peu de troupes au sol. «*Quelques centaines de soldats*», estime Jocelyn Coulon, directeur du bureau de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix.

Les alliés n'ont aucun intérêt à tenter de prendre le contrôle du territoire afghan. Deux puissances, les britanniques et les soviétiques, ont déjà prouvé en creusant leur

«*Les États-Unis ne s'intéressent absolument pas à la conquête du territoire*»

tombe dans les montagnes que l'Afghanistan est incontrôlable et indomptable. «*Les États-Unis ne s'intéressent absolument pas à la conquête du territoire, à moins qu'il*

s'agisse de tenir certaines poches névralgiques suffisamment longtemps pour les rétroceder à d'autres», dit Albert Legault, directeur du Forum sécurité et défense à l'Institut québécois des hautes études internationales. «*Tout ce qu'ils veulent, c'est un nouveau gouvernement*», ajoute-t-il.

La campagne militaire sera courte — «*de trois à quatre semaines*», selon Albert Legault. Elle se doit de le rester. L'hiver afghan a ceci d'imparadisaire qu'il est non seulement froid mais montagneux.

«*Les États-Unis prendront le contrôle des airs en 24 ou 48 heures*», dit Albert Legault. Un corridor aérien bien dégagé permettra de faciliter le mouvement des troupes. L'arme secrète des alliés réside dans le U-60 Black Hawk, un hélicoptère américain armé de grenades, mitraillettes automatiques et lance-missile, capable de surgir de nulle part avec 11 personnes à son bord.

Dans les premières étapes, les alliés risquent de bombarder les quelques infrastructures afghanes encore debout pour déstabiliser le régime taliban et donner un coup de pouce à l'Alliance du Nord.

«*Le régime taliban a des cibles stables. Face au régime taliban, on peut avoir des cibles conventionnelles qui visent essentiellement à renverser le régime*», explique Jocelyn Coulon.

Mais la priorité sera de trouver Oussama ben Laden. «*Ce sera l'opération la plus risquée. Les autres n'ont aucune importance, car les centres d'entraînement et de combat des talibans auront probablement été détruits dans les premières 48 heures*», affirme Albert Legault.

Selon Jocelyn Coulon, les Américains mettront de côté leur politique «*zéro mort*» pour cette intervention. «*La doctrine s'applique pour le Burundi, le Rwanda, la Somalie. Elle ne s'applique pas quand il y a de vrais intérêts nationaux à défendre*».

Le président George W. Bush a d'ailleurs averti le peuple américain que cette guerre serait longue, pénible et parsemée de sacrifices humains. Mais comme le rappelle Jocelyn Coulon, les Américains ont déjà commencé à encaisser les pertes dans cette guerre. 7000 morts selon le dernier bilan.

La guerre qui se tait



Un jeune garçon jetait un regard sur une affiche de ben Laden durant un rassemblement d'appui aux talibans, hier, à Rawalpindi au Pakistan.

PAWEL KOPCZYNSKI REUTERS

# Le nerf de la guerre

## Le renseignement est au centre de la lutte contre le terrorisme qui se livre présentement

Le retour en sol américain du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, au terme d'une courte mais intense visite au Moyen-Orient dans le but de rallier les pays arabes à la coalition antiterroriste, sonne le début de la campagne militaire. Les troupes américaines se massent en Ouzbékistan; l'attaque est imminente. Longue, secrète, froide et globale, cette guerre s'annonce radicalement différente de celles endurées au XX<sup>e</sup> siècle.

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Le romancier qui aimait les espions, Tom Clancy, vient de recevoir une avance de 45 millions \$US pour pondre un bouquin inspiré du 11 septembre et de ses conséquences dramatiques. Comment pourrait-il rater la cible? Il s'écrit à l'instant même un roman d'espionnage digne des intrigues à la Clancy en Afghanistan, où 30 000 commandos Seals américains et SAS britanniques préparent le terrain en secret pour la guerre mondiale de l'information.

Sécurité oblige, les autorités américaines et britanniques ont refusé de confirmer l'implication de ces troupes de choc, un silence qui renforce la certitude qu'elles y sont déjà. La mission des hommes de l'ombre consiste à accumuler, par tous les moyens imaginables, l'information sur l'organisation terroriste al-Qaïda et son parrain,

Oussama ben Laden, afin de les neutraliser une fois pour toutes.

«*Le nerf de cette guerre-là, c'est l'information, la capacité des acteurs, que ce soit les terroristes ou les alliés, à acquérir de l'information et du renseignement, de traiter tout ça rapidement pour ensuite frapper tout aussi rapidement*», estime Jocelyn Coulon, directeur du bureau de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix.

Le repérage est presque terminé. Des avions de reconnaissance sans pilotes et des satellites se chargent déjà de cartographier la montagne afghane. L'attaque qui suivra sera posée, mesurée. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a relativisé encore jeudi l'importance des frappes militaires. «*Il est plus probable que des éléments d'information des services de renseignements contribuent à dé-*

manteler ces réseaux plutôt qu'un missile ou une bombe», a-t-il dit, en comparant la situation à la guerre froide. Un effort soutenu, sur une longue période, culminant par l'implosion d'un régime.

Le Canada a servi de base arrière pour préparer le complot avorté du millénaire avec Ahmed Ressam. La Grande-Bretagne, tout comme le Canada, est considérée comme l'un des pays où il est le plus facile d'amasser de l'argent pour des groupes terroristes. La France juge 24 islamistes reliés au Takfir-wal-Hijra pour trafic d'armes. Les attentats du 11 septembre sont venus de l'intérieur aux États-Unis. Les lendemain

meurtriers et l'enquête planétaire qui en découle révèlent l'étendue territoriale de la mouvance islamique radicale, qui transcende les nations et les cultures.

Les sociétés minimalement modernes, celles qui privilégient la séparation du politique et du religieux, celles qui sentent le souffle de la menace terroriste, ont offert leur coopération aux États-Unis. L'échange de renseignements qui en résulte est surprenant, voire inédit dans l'histoire contemporaine. «*On assiste à un renforcement des États contre un phénomène de terreur*

transnationale qui échappe au contrôle de l'État. Il n'y a plus qu'un choix possible: la collaboration entre États pour freiner le terrorisme», remarque Albert Legault, directeur du Forum sécurité et défense à l'Institut québécois des hautes études internationales de l'Université Laval.

recherchés, arrêtés? Au cœur de la tourmente, le directeur du Federal Bureau of Investigation (FBI), Robert Mueller, a affronté la presse internationale avec l'aplomb de l'homme de loi en contrôle de la situation. À la toute fin de son intervention, le 17 septembre, il s'est penché vers les micros pour lancer un appel au public, dénotant: le FBI a besoin de

**Une faille**

Combien de terroristes? Rôle de ben Laden? Suspects identifiés,

VOIR PAGE B 2: GUERRE

«*Il n'y a plus qu'un choix possible: la collaboration entre États*»

**Afghanistan Les personnages clés d'une partie difficile**

- Alliance du Nord**  
Opposition afghane aux Talibans
- George W. Bush**  
Président des États-Unis
- Colin Powell**  
Secrétaire d'État
- Condoleezza Rice**  
Conseillère pour la Sécurité nationale
- Général Richard B. Myers**  
Chef d'État-major
- Donald Rumsfeld**  
Secrétaire à la Défense
- George Tenet**  
Directeur de la CIA
- Mohammad Zahir Shah**  
Ancien roi d'Afghanistan
- Oussama ben Laden**  
Milliardaire saoudien  
Chef de l'organisation Al-Qaïda  
Principal suspect
- Mollah Mohammad Omar**  
Chef suprême des Talibans
- Général Pervez Musharraf**  
Président du Pakistan

### Le choix de Cindy Crawford



Cindy Crawford a choisi la Constellation «Qaïda Minix en or 18 carats»

OMEGA  
www.omegawatches.com

CHÂTEAU D'IVOIRE  
Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, juste au nord de Maisonneuve • 845-4651  
www.chateauivoire.com

• PERSPECTIVES •

# De quoi être inquiet



Jean Dion

**C**hers amis, nous n'avons pas l'habitude de nous cacher des choses même lorsqu'elles font mal, aussi disons-le platement: il y a de quoi être inquiet.

Bientôt quatre semaines plus tard, et on ne voit toujours pas quand la vie normale reprendra son cours. Peut-être sommes-nous coincés dans l'anormalité à jamais, même si George W. Bush nous conjure de recommencer à prendre l'avion, à dépenser, à aller au théâtre, à consommer des produits «goût amélioré» avec moitié moins de gras et à oublier qu'il y a toujours l'air de rire même lorsqu'il annonce une guerre mondiale.

Rien n'est plus pareil. Au coin de ma rue, le magasin de surplus de l'armée a écoulé tous ses masques à gaz et combinaisons doublées à l'épreuve de l'anthrax, de la variole et des vapeurs de chlorobenzène. On n'avait pas vu ça depuis... depuis le Sommet des Amériques de Québec, en fait. Le vendeur m'a expliqué que les ventes de masques à gaz avaient monté en flèche après que 128 reportages eussent été publiés dans les médias signalant que les ventes de masques à gaz montaient en flèche et prévenant

qu'un masque à gaz ne servait strictement à rien en cas de bioterrorisme (qui ne consiste pas, contrairement à une croyance populaire, à inonder le marché de produits bio jusqu'à ce que tout le monde meure de santé et d'ennui).

Quand donc recommencerons-nous à vivre comme avant, à nous intéresser de nouveau aux choses vraiment importantes, ces choses qui font qu'on ne devient pas le plus meilleur au monde en restant là à développer une conscience sociale? Le débat à savoir qui portait le plus beau linge et s'il y avait trop de mercis au gala des Géméaux a duré à peine une journée. Plus personne ne parle des excès de vitesse de M. Chevette. Il y a jusqu'à M. Landry qui renonce pour le moment à convoquer une réunion des conditions gagnantes alors qu'on sait pertinemment qu'il n'y a pas une damnée minute à perdre.

Les élections complémentaires de lundi y ont aussi passé: taux de participation élevé de près de 58%. C'est bien nous, ça: on attaque la liberté, et nous répondons à grands coups de démocratie active. A peine quatre personnes sur dix ne sont pas allées voter. À quand le retour de l'apathie électorale que nous sommes si fiers de donner en exemple aux dictatures de ce monde, le droit de vote étant aussi le droit inaliénable de ne pas voter?

Vous dire, je connais même des gens qui, par mimétisme, considèrent que les policiers de Montréal ont agi en héros en investissant, au péril de leur vie, un bâtiment public occupé par des phalanges antipolitistes fanatisées. Ceux-là ont découvert un maire «de guerre» qu'ils ne connaissaient pas, et ils espèrent qu'à l'occasion du premier match à domicile du Canadien, ce soir, Michel Therrien portera une casquette à l'effigie du SPUCM.

Et puisqu'il est question du Canadien, encore

chanceux qu'on ait Pierre Boivin pour nous ramener à une certaine routine. Cette semaine, M. Boivin, le président des saints glorieux en flanelle tricolore, a raconté à un journal grand format qu'il était impérieux que le gouvernement fédéral donne de l'argent aux équipes de hockey, sinon ça va aller mal et la seule parade qu'on pourra organiser, ce sera celle qui consistera à ramper éternellement dans les bas-fonds du classement.

Si on n'a pas absorbé trop de substances psychotropes cette semaine-là, on se souviendra que l'an dernier, Ottawa avait fait la volte-face la plus étourdissante de l'histoire des demi-tours à 180 degrés en retirant, trois jours après son dépôt, un projet d'aide financière publique aux équipes canadiennes destiné à ce que ça sente à nouveau la coupe au nord du 48<sup>e</sup> parallèle. Mais on ne sait jamais, peut-être que les attentats ont vraiment tout changé.

Enfin un projet rassembleur structurant qui montre qu'on n'arrête pas la vie ordinaire comme ça.



### Des nouvelles du front.

Apparemment, les équipes d'éclaireurs américains et britanniques dépêchées dans les montagnes du Pamir afin de se rendre de grotte en grotte n'ont pas réussi à trouver celle où se terre Ou ça? ma ben Laden. Mais vous savez quoi? Ce n'est pas grave.

Car.

Car, selon le quotidien *The Guardian*, de Londres, qui n'a pas l'habitude de répandre des billevesées pour se rendre intéressant, Oussama ben Laden «a été aperçu la semaine dernière à Kaboul». Selon le journal que cite l'Agence France-Presse, «ben Laden aurait été repéré soit grâce à des satellites espions américains, soit grâce aux services de renseignement pakistanais».

### L'insaisissable Oussama ben Laden

## Un itinérant dans un champ de pavot

Les informations sur les déplacements du présumé responsable des attentats sont nombreuses

CLAUDE LÉVESQUE  
LE DEVOIR

**A**u début de la semaine, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a affirmé qu'il avait une «assez bonne idée» («a pretty good idea») de l'endroit où se trouve Oussama ben Laden, le commanditaire présumé des attentats du 11 septembre. Mais l'homme que George W. Bush a dépeint comme un desperado du Far West ressemble aussi à un sans-domicile-fixe (SDF) et au fantôme d'Elvis Presley: à plusieurs reprises et en différents endroits, on l'a «vu».

Lundi, les talibans ont dit qu'il se trouvait en Afghanistan, «à un endroit tenu secret pour sa sécurité».

Le surlendemain, *The Guardian*, citant les services secrets britanniques et américains, précisait que ben Laden se trouve probablement à Kaboul, la capitale afghane. Ou, du moins, qu'il s'y trouvait la semaine précédente.

Quelques jours plus tôt, selon une télévision du golfe Persique, des commandos américains auraient été capturés dans la province d'Helmand, près de Kandahar, un des principaux fiefs des talibans. On présume qu'ils tentaient de capturer le Saoudien. Washington a démenti cette information.

Le mercredi 3 octobre, le quotidien britannique *The Times* situait ben Laden dans le corridor de Wakhani, une étroite bande de territoi-

re montagneux située à l'extrême nord-est de l'Afghanistan et qui a des frontières avec le Tadjikistan, la Chine et le Pakistan. Le territoire contrôlé par l'Alliance du Nord (opposition) sépare le corridor en question de celui qui est aux mains du régime taliban. Il aurait donc fallu que ben Laden traverse le Pakistan pour s'y rendre.

Le mardi 2 octobre, Pékin démentait une dépêche de l'Associated Press selon laquelle le terroriste aurait trouvé refuge sur le territoire chinois.

On l'a également signalé dans diverses autres régions de l'Afghanistan ainsi qu'au Pakistan.

Hier, dans un vidéo diffusé à la télévision au Qatar, ben Laden apparaissait au pied de hautes montagnes en compagnie du chef d'une organisation égyptienne.

### Une panoplie d'outils

Les pays occidentaux peuvent prendre, à partir de satellites espions, des photos où l'on peut distinguer des objets de moins d'un mètre de côté. Les appareils de télédétection installés à bord des satellites américains produisent des images d'une clarté impressionnante mais pas suffisante pour qu'on puisse identifier une personne, précise le site Internet de la BBC. De plus, il faut savoir où chercher. Or les satellites espions ne peuvent faire mieux que prendre furtivement des clichés fixes quand

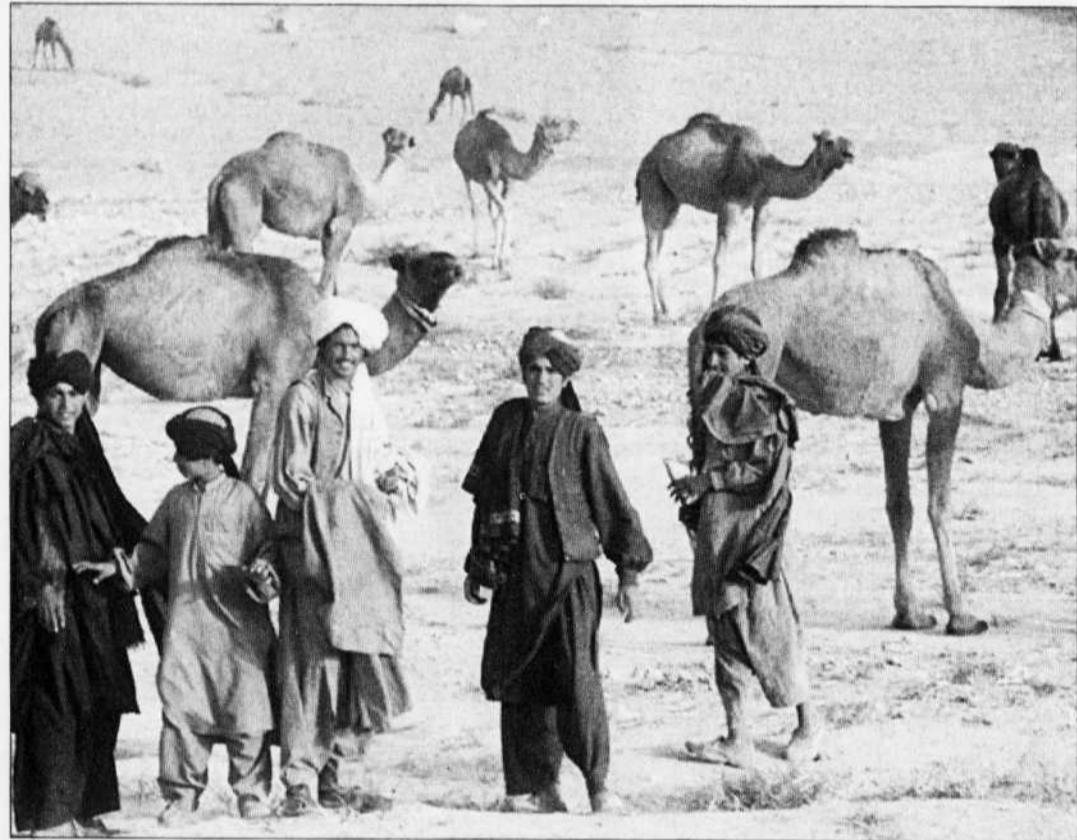
leur orbite les emmène au bon endroit avant de poursuivre leur course autour du globe.

Il y a aussi les drones, ces petits avions sans pilote, dont un exemplaire semble avoir été abattu il y a un peu plus d'un semaine au-dessus de l'Afghanistan. Selon la BBC, il s'agissait probablement d'un appareil appartenant à la CIA. Les drones présentent deux caractéristiques qui en font des outils faciles: pour être efficaces, ils doivent voler à basse altitude; en outre, ils sont relativement lents.

Les Américains disposent également, pour le renseignement, d'un dérivé du Boeing 707, le RC-135 V/W Rivet, et même d'un vénérable «dino» U2, toujours en service (pas le groupe de Bono mais bien le type d'appareil que pilotait Gary Powers quand il a été abattu par la défense soviétique au milieu de la guerre froide).

Les ordinateurs reliés au système d'analyse des communications mondiales Echelon analysent les échanges suspects ou significatifs à l'aide de mots clés. Cette méthode devient d'autant plus problématique que le nombre de ces échanges a explosé depuis quelques années à cause de la popularité d'Internet.

Ben Laden sait qu'il est l'homme le plus recherché au monde. Il aurait fait l'objet d'au moins cinq tentatives d'assassinat. Même dans son entourage, très peu de gens savent où il passe la nuit. En outre, on dit



De jeunes Afghans, de la tribu Kochi, s'amusaient hier près de leurs chameaux. ZAHID HUSSEIN REUTERS

qu'il évite d'utiliser les communications électroniques. C'est un peu comme chercher une aiguille dans une botte de foin, ou un SDF dans une botte (ou une plantation) de pavot.

## GUERRE

### L'échec de l'espionnage américain et la psychose du terrorisme donnent lieu à de curieuses alliances

SUITE DE LA PAGE B 1

traducteurs maîtrisant l'arabe, le farsi et le pachtout. Une fissure qui a jeté un rayon de lumière inquiétant dans l'édifice de la sécurité américaine.

Le FBI, la CIA et autres agences de sécurité occidentales ont négligé les terres arabes après l'effondrement de l'empire soviétique. Ils ne possèdent peu ou pas d'agents arabophones capables de traiter l'information rapidement et d'identifier les menaces, selon une récente analyse

de *Jane's*, un magazine spécialisé dans la sécurité et la défense. Aucun agent actif ne maîtrise le pachtout, la langue des talibans, selon *Jane's*.

Les déclarations récentes de Colin Powell corroborent cette thèse. Les Américains ont reçu des signes que se tramait une attaque intérieure peu avant le 11 septembre. Oussama ben Laden exhortait ses fidèles à frapper au cœur du monde libre. Dans les jours suivants l'effondrement du World Trade Center, le FBI est même parvenu à relier les pirates de l'air au réseau de

ben Laden grâce à des écoutes électroniques, des virements bancaires et des camps d'entraînement. Trop peu, trop tard.

Les experts trouvent de multiples explications à la déroute du *Big Brother* américain. Absence de volonté politique, sous Clinton, pour recueillir des renseignements sur le terrain. Encrassement bureaucratique. Impossibilité d'infiltrer al-Qaïda sans payer le prix d'une vie de privation dans les caves intégristes de l'Afghanistan. Confiance aveugle en l'efficacité de la surveillance satellite, qui ne peut rien contre les réseaux de communication traditionnels d'al-Qaïda.

Depuis la victoire de Ulysses S. Grant à la tête des forces nordistes lors de la guerre de Sécession, la machine de guerre américaine s'est déployée en masse et en puissance de feu, explique dans la plus récente édition du *New Yorker* Larry K. Smith, conseiller à la Défense sous Clinton. Mais cette philosophie dite de la «puissance écrasante» (*overwhelming force*) mènerait au péril en Afghanistan, un pays en ruines que des bombardements ne pourraient ruiner davantage. Et comme l'ont prouvé les impérialistes britanniques au XIX<sup>e</sup> siècle, et l'Armée rouge au XX<sup>e</sup> siècle, il est très simple d'entrer en Afghanistan. Le problème, c'est d'en ressortir.

«Les États-Unis pratiqueront la guerre de guérilla à l'envers. Ils n'ont aucun intérêt à occuper le territoire. Ils frapperont et détruiront ce qu'ils veulent détruire et repartiront après chaque opération», prévient Albert Legault.

La campagne militaire nécessi-

tera des opérations de proximité précises, secrètes, synchronisées, foudroyantes de rapidité et d'efficacité. Des interventions comme l'armée américaine n'a pas l'habitude ou l'habileté d'en faire. Le gros des troupes est formé à l'école de la guerre conventionnelle: deux pays ennemis, deux armées, une ligne de front (à quelques variantes près). «On fait trop confiance à nos armées modernes, à nos bombes à distance, ce qui fait en sorte qu'on a peut-être oublié que le reste du monde ne fonctionne pas comme ça. Le reste du monde est encore dans le corps-à-corps», affirme Jocelyn Coulon.

En Afghanistan, les cibles ne sont pas stables comme un pont, un aéroport, une industrie militaire à réduire en poussière. Elles sont mouvantes, terroristes, cachées dans les caves et les montagnes. Les cibles dorment même au sein des pays alliés, paisiblement jusqu'au 11 septembre.

### Alliances inattendues

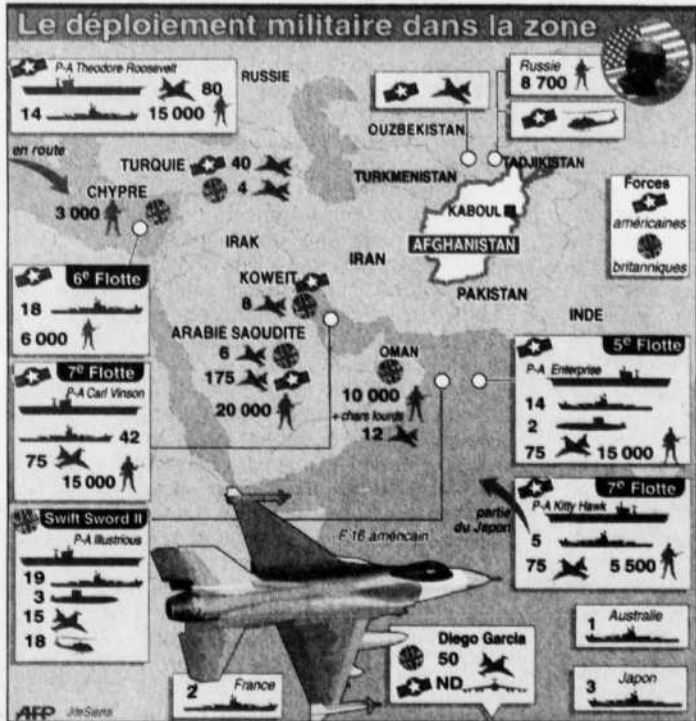
L'échec de l'espionnage américain et la psychose du terrorisme donnent lieu à de curieuses alliances dont seule la diplomatie internationale a le secret. Selon le magazine *Jane's*, les États-Unis devront s'appuyer sur l'Inter Services Intelligence (ISI) pakistanaise pour arriver à neutraliser ben Laden et le régime taliban. C'est ce même service, échappant au contrôle politique, qui a favorisé l'émergence du régime taliban et de mouvances extrémistes très proches de ben Laden, dans le but de faire opposition à l'Inde dans le conflit du Cachemire. L'impératif

de la lutte au terrorisme islamique transforme les ennemis d'hier en amis d'aujourd'hui.

Le succès de la guerre de l'information dépend à long terme de la solidité de ces alliances incertaines. A court terme, elle repose sur l'efficacité des commandos déjà actifs en Afghanistan pour identifier les cibles, humaines et stratégiques.

L'enjeu immédiat est de capturer Oussama ben Laden, «mort ou vif» comme l'a dit le président Bush, de démanteler les camps d'entraînement terroriste et de recueillir des renseignements de première main pour remonter la filière de la nébuleuse implantée ailleurs dans le monde. Attaquer le mal à la racine avant d'en couper les branches.

Pierre d'Assise de l'intervention militaire, le démantèlement d'al-Qaïda et la neutralisation d'Oussama ben Laden ouvriront un autre front impliquant les bras policier et judiciaire des nations en guerre. La traque des clones prendra au moins cinq ans. Elle passe par une coopération interagences qui fait souvent défaut à l'échelle domestique, au Canada et aux États-Unis en particulier. A preuve, Mohammed Atta, le terroriste qui a piloté l'un des avions dirigés sur le World Trade Center, figurait sur une liste de personnes à surveiller aux États-Unis. L'information ne s'est jamais rendue au FBI, à l'aviation civile ou aux compagnies aériennes...



## PERSPECTIVES

La maison a aujourd'hui une fonction multiple

# Le locataire mutant voit grand

## La demande persistante pour des logements plus spacieux a un impact certain sur le marché locatif

JOSÉE BOILEAU  
LE DEVOIR

Que veut le locataire aujourd'hui? De l'espace! Plus question d'empiler les enfants deux par chambre, de réserver le coin d'une pièce au bureau, de manger dans la cuisine...

Il y a ce jeune couple dynamique qui veut chacun sa pièce pour travailler — et parfois même chacun sa chambre! Et ce conjoint séparé qui veut de la place pour ses enfants quand vient son tour de garde. Ou cette célibataire endurcie qui réclame au minimum un quatre et demi. En fait, il n'y a plus grand monde qui se contente d'un studio ou d'un trois et demi! «Même les gens âgés qui se retrouvent en logement veulent de l'espace. Ils nous disent: "Je veux être capable de recevoir!"», raconte Andrée Fortin, sociologue de l'Université Laval.

Même les coopératives et les HLM — où les règles d'attribution de logements sont très strictes (les célibataires dans des trois et demi, les couples dans des quatre et demi, les familles dans des cinq et demi) —, commencent à être confrontés à cette demande d'espace. Ainsi va de ces coopératives convaincus qui ont dû se résoudre à quitter leur coop faute de pouvoir s'installer en couple dans un grand logement.

De telles exigences ont un impact certain sur le marché locatif, parce que, par ricochet, elles finissent par ne plus laisser de place aux locataires qui ont une «famille nombreuse»... soit deux enfants et plus!

Les plus récentes enquêtes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) le prouvent: plus un logement est grand, récent et dispendieux, plus vite il trouve preneur. C'est que le phénomène *cocooning* a fait des ravages: le Québécois, comme le reste de ses compatriotes d'Amérique du Nord, ne voit dorénavant plus son logement de la même façon. «Autrefois c'était le quartier qui était le point central de la vie quotidienne, aujourd'hui c'est le logement lui-même», dit la sociologue Annick Germain de l'INRS-Urbanisation.

### Une autre vocation

La maison fut longtemps un lieu où l'on mangeait et dormait — bref, «un toit sur nos têtes», résume François Cadotte, consultant en habitation au Groupe DBSF, une firme de consultants en planification stratégique. «Aujourd'hui, poursuit-il, ses fonctions ont éclaté. On y concentre le travail, le divertissement — comme le montre le boom du cinéma-maison —, la relaxation — d'où la mode des bains-tourbillons... Nos besoins en espace ont donc augmenté.»

M. Cadotte cite une étude américaine de 1998 selon laquelle la taille des maisons neuves a doublé en 20 ans. «À l'époque, le quart des maisons construites avaient deux étages contre la moitié des nouvelles constructions aujourd'hui. Et 80 % des maisons neuves comptent deux garages», note-t-il.

Une étude de la Société d'habitation du Québec (SHQ) sur «Les acheteurs de logements neufs au Québec en 2000» confirme de son côté la transformation radicale des critères d'achat.

Bien sûr, le prix reste un facteur incontournable. Mais une fois l'élément financier réglé, l'acheteur, pour faire son choix, se préoccupera d'abord et avant tout du type de maison convoitée et du cachet du quartier. Des critères autrefois importants, comme les rabais de taxes, la proximité des services, la qualité des écoles et des garderies ou l'ac-

cès au transport en commun — bref, la vie du quartier plutôt que son *look* — arrivent loin derrière.

Et les locataires ne sont pas différents des acheteurs. Non seulement ils veulent eux aussi de la place, mais ils exigent de la qualité, du confort, et même du luxe. «Toutes les enquêtes récentes le constatent: les gens sont prêts à mettre le paquet pour un logement qui sort de l'ordinaire. Avoir une vue sur le fleuve par exemple», rapporte Annick Germain.

Tout compte: une excellente isolation acoustique, de bonnes conditions d'ensoleillement, la présence d'un jardin intérieur ou d'une salle d'exercices... «Les locataires sont prêts à payer un montant de loyer supérieur pour trouver un logis qui correspond à leurs attentes et à leurs goûts», soulignent les derniers rapports de la SCHL sur l'état du marché locatif.

### Locataire nouveau genre

Outre les résidences pour personnes âgées (qui comptent pour la moitié des logements construits au Québec depuis deux ans à cause du vieillissement de la population), le logement de luxe est d'ailleurs le seul secteur locatif où la construction va bon train. Ceux qui ont les moyens occupent donc ces logements chics, ceux qui en ont un peu moins se rent



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Les locataires sont prêts à payer le prix pour leur confort.

sur les cinq et demi et six et demi — les neufs d'abord, les plus vieux ensuite. Et les autres — les pauvres et les familles — se cassent la tête pour se loger en ces temps de pénurie.

Et la situation se complique encore du fait que ces familles locataires n'ont pas, elles non plus, le même visage qu'autrefois. Elles sont massivement noires, latinos, arabes... — tous ceux que la SHQ regroupe sous la catégorie «ethnicité visible». Les deux tiers de ces ménages sont locataires contre 43,5 % de l'ensemble des ménages au Québec. Plus pauvres que la moyenne des Québécois, ils n'ont pas assez d'argent pour se payer une maison et ont trop d'enfants dans un marché où les propriétaires de grands logis préfèrent nettement louer à un charmant petit couple qui veut de la place.

«Il ne faut pas se leurrer, la discrimination reste très forte dans le logement: être immigrant, avoir des enfants, c'est doublement difficile. Ce n'est même pas une question d'argent ou non du travail ou de l'argent», insiste la sociologue Annick Germain, qui se spécialise dans l'étude de l'intégration des immigrants par la voie du logement.

Ce n'est pas le seul changement démographique à bouleverser le marché locatif. Certes, les familles «visiblement ethniques» ont de la difficulté à se loger. Mais la famille elle-même n'est plus le ménage dominant chez les locataires.

Au début des années 80, la famille et les couples étaient majoritaires sur le marché locatif. Vingt ans plus tard, démontre une étude de la SHQ, ils ont été déclassés par les ménages d'une personne et les familles monoparentales. Deux catégories massivement composées de femmes, à leur tour massivement plus démunies que la moyenne, qui ont donc de la difficulté à assumer les loyers du marché privé.

### La banlieue

Enfin, dernier grand changement mais non le moindre: la demande de logements locatifs se déplace nettement vers la banlieue. Selon la SHQ, depuis 20 ans, «les grandes régions urbaines du Québec perdent une partie de leur ménages locataires au profit des petites agglomérations alors qu'elles accroissent leur part de ménages propriétaires au détriment de ces dernières».

Différentes raisons expliquent la situation, note Andrée Fortin de l'Université Laval, qui dirige une équipe de recherche sur «La banlieue revisitée».

D'une part, de plus en plus de jeunes originaires de la banlieue y sont attachés et veulent y rester, sans pour autant avoir les moyens d'acheter. D'autre part, des gens âgés, eux, veulent bien vendre leurs grandes maisons et devenir locataires dans l'une de ces nombreuses résidences pour personnes âgées où l'on trouve des services à leur convenance. Mais ils ne veulent pas pour autant quitter la banlieue où ils ont si longtemps vécu et où ils ont leurs habitudes.

Et surtout, il y a l'effritement des ménages. Après tout, de nos jours, un couple sur deux finit par se séparer au Québec! Et quand il y a des enfants, les ex-conjoints ont de plus en plus le même réflexe: pas question de rester trop loin l'un de l'autre, explique Mme Fortin. Alors l'un garde la maison familiale, l'autre ira en logement quelque rues plus loin. Un logement qui devra être grand, bien sûr, parce que même pour des gardes des fins de semaine, on n'empile pas les enfants...



Michel David

# Le prix de la démocratie péquiste

La petite histoire du PQ est jalonnée d'assemblées d'investiture où la «base» a semblé prendre un malin plaisir à défaire les candidats parachutés par la direction du parti.

Le cas de l'ancien député conservateur Michel Champagne, auquel les militants de Lavolette ont préféré un obscur attaché politique de Jean-Pierre Jolivet, est le plus récent, mais il y a des précédents beaucoup plus spectaculaires.

En 1994, les militants de Mercier avaient donné une véritable gifle à Jacques Parizeau en écartant Giuseppe Sciortino au profit de Robert Perreault. Toute la stratégie d'ouverture aux communautés culturelles qu'avait imaginée M. Parizeau s'était écroulée d'un coup.

René Lévesque avait goûté à la même médecine en 1976 quand les membres de l'association de Rosemont avaient préféré un humble professeur de mathématiques, Gilbert Paquette, à son favori et déjà célèbre ami, Yves Michaud.

À l'inverse, en 1979, M. Lévesque avait fait en sorte de bloquer la candidature du syndicaliste Michel Bourdon dans Maisonneuve. Avec, pour résultat, que le PQ avait perdu le comté lors d'une élection complémentaire.

De tous les partis politiques au Canada, le PQ est probablement celui où les règles qui régissent le choix des candidats sont les plus contraignantes pour ses dirigeants. Ce qui est survenu cet été dans Lavolette l'illustre parfaitement.

Dès le mois de juin, le ministre-organisateur des Régions, Gilles Baril, a demandé à Yves Demers de «se tasser» au profit de Michel Champagne. M. Demers a refusé net et n'a eu aucun mal à réunir les 25 signatures de membres en règle qui sont requises au PQ pour poser sa candidature.

La démocratie péquiste semble parfois tatillonne

Pour des raisons d'ordre personnel, M. Champagne n'a pas été en mesure d'annoncer la sienne avant le mois de juillet. Or les règles du PQ stipulent que seuls les membres qui détiennent une carte depuis au moins 90 jours et habitent dans le comté ont le droit de vote à l'assemblée d'investiture. Dès lors qu'il ne pouvait plus recruter, les chances de M. Champagne devenaient très minces.

Les organisateurs péquistes reconnaissent volontiers qu'il n'aurait pas résisté au raz-de-marée de lundi dernier. D'autant plus que M. Demers aurait pu se présenter comme souverain indépendant et diviser le vote péquiste. La direction du parti n'en a pas moins conclu qu'il est grand temps de «moderniser» les règles actuelles.

Il est vrai que la démocratie péquiste semble parfois tatillonne. Quand Richard Holden avait décidé de quitter le Parti Égalité pour passer au PQ, en 1992, il lui avait au préalable fallu obtenir l'approbation de l'association péquiste de Westmount.

Il est peu gênant d'avoir à faire la tournée des comités, armé d'une carotte et d'un bâton, pour caser un candidat-vedette. C'est ainsi que Richard Legendre s'est retrouvé dans Blainville, parce que l'association de l'Assomption faisait obstacle. On avait eu droit à un scénario du même genre en 1998, quand il avait fallu trouver un comté à François Legault.

Dans l'état actuel des choses, le chef du PQ peut bloquer une candidature, comme M. Parizeau l'a fait dans le cas de Claude Jasmin, en 1989, mais il ne peut pas en imposer une. Au Parti libéral, le chef peut désigner qui il veut sans assemblée d'investiture dès qu'une élection est déclenchée. Au PQ, on peut simplement réduire de quinze à huit jours l'avis de convocation.

Le ministre-organisateur Gilles Baril veut changer les règles, mais ça ne passera pas comme une lettre à la poste dans les instances du parti. En nommant son ancien chef de cabinet, Raymond Bréard, au poste de directeur général du PQ, Bernard Landry avait explicité qu'il comptait sur son expérience dans le secteur privé pour accroître l'efficacité de l'organisation péquiste. Le problème est qu'on ne peut pas gérer le PQ comme n'importe quelle entreprise.

Si, à bien des égards, il est devenu «un parti comme les autres», il n'en demeure pas moins le dépositaire du rêve de dizaines de milliers de personnes, sans lequel il n'existerait pas. On peut comprendre qu'un organisateur professionnel puisse trouver un peu ringarde la formule des années 70 selon laquelle «le parti appartient à ses membres», mais il n'y a sans doute aucun autre parti au Canada, sauf peut-être le Reform, où les membres s'investissent à ce point au nom de leur idéal.

On en a beaucoup demandé aux militants péquistes depuis quelques années. Dans la poursuite du déficit zéro, ils ont dû accepter de sérieux accros à la social-démocratie, puis faire leur deuil d'un retour aux dispositions originelles de la loi 101. La recherche des «conditions gagnantes» a transformé le projet souverainiste en horizon de plus en plus lointain, et M. Landry a clairement indiqué que la tenue d'un autre référendum n'est plus une priorité.

Passé encore de laisser au gouvernement le soin de définir la stratégie, mais les militants doivent-ils renoncer aussi au droit fondamental de choisir leur candidat? La démocratie péquiste est peut-être exigeante, mais c'est le prix à payer pour sa vitalité et l'engagement total qu'exige la réalisation d'un projet comme la souveraineté. Avant de lancer un tel débat, on a intérêt à bien en évaluer les inconvénients.

D'ailleurs, le PQ a-t-il dû renoncer à tellement de vedettes à cause des règles actuelles? Les militants de Lavolette n'ont peut-être pas eu la main très heureuse, mais le chef peut aussi se tromper. En 1994, M. Parizeau avait bêtement brûlé Roger Nicolet en le parachutant dans Shefford.

mdavid@ledevoir.com

# À la rue avec les enfants

JOSÉE BOILEAU  
LE DEVOIR

Des doutes sur la pénurie de logements? Patrick Lamarche et Marie-Josée Charron n'en ont plus du tout. Et ils s'étonnent encore de se retrouver dans un logement de dépannage, à Hull, avec leurs trois enfants, un bébé de sept mois et deux adolescentes de 11 et 13 ans. «Je n'ai jamais vu ça», insiste Patrick. On a pourtant cherché partout.

Quand leur propriétaire leur a dit que la maison de Gatineau où ils demeuraient était vendue, au printemps dernier, et qu'ils devaient quitter les lieux, le couple n'a pas paniqué. Certes, ils ont d'abord pensé contester leur expulsion. Mais, renseignements pris, leurs chances de succès étaient minces puisque le propriétaire leur versait trois mois de loyer de compensation.

Alors, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ils se sont mis en quête d'un nouveau chez-soi. Après tout, le coup de la maison vendue et des locataires expulsés, ils l'avaient déjà vécu dans le passé. Suffit, comme la fois d'avant, de se mettre à chercher.

Patrick et Marie-Josée ont donc écumé leur quartier, qu'ils aimaient beaucoup. Rien. Allons voir alors dans les quartiers voisins. Toujours rien. Etendons la recherche à tout Gatineau. Rien du tout.

Enfin si, il y avait parfois des logements disponibles. Mais il fallait la faire un dépôt de 2000 \$; ailleurs le loyer passait de 650 \$ à 1200 \$ à la faveur d'un changement de locataire. Le couple n'est pas pauvre, mais pas si en moyens non plus! «On trouvait des logements de deux chambres à coucher et on se faisait dire que c'était pour des couples! Notre vrai problème, c'était d'avoir des enfants», s'indigne Patrick.

En théorie, ces pratiques sont interdites. Mais quand 20 locataires potentiels ont l'œil sur un appartement, se plaindre à la Régie du logement n'a rien pour inciter un futur propriétaire à opter en notre faveur.

Le 1<sup>er</sup> juillet, la petite famille était donc à la rue. Mais ça n'a pas paru puisque le frère de Patrick les a hébergés. Les deux familles réunies, ils étaient 11 dans la maison. Les premiers jours, c'était symp; au bout de deux mois, ça n'allait plus du tout. «Si on ne part pas de là, je fais une dépression», a raconté Marie-Josée à l'organisme Les Œuvres Isidore Ostiguy qui, depuis mars, offre à Hull deux logements de dépannage aux familles en détresse pour un maximum de six mois.

Au départ, cette idée de «dépannage» reboutait complètement la jeune femme. Mais quand elle est arrivée dans le pimpant logis aux murs colorés, au début septembre, elle n'en croyait pas ses yeux: tout était fourni, tout était propre. Un vrai répit!

Enfin, pas tout à fait. Les mauvaises nouvelles l'empêchent toujours de garder des enfants, comme elle le faisait avant.

# La vraie crise est à Hull

## La situation est telle que le secteur privé finance des logements sociaux

JOSÉE BOILEAU  
LE DEVOIR

À Québec, la vraie crise est à Hull. Ailleurs, il y a une pénurie qui ira de mal en pis. En Outaouais, on vit déjà le pire. Au point où les militants du coin, las d'attendre les gouvernements, sont à concocter leurs propres solutions d'urgence: du logement social financé uniquement par des fonds privés, ce qui serait une première au Québec.

Des gestionnaires d'un fonds de pension ontarien sont en effet prêts à verser deux millions de dollars pour la construction de logements pour des familles à faibles revenus. La nouvelle ville fusionnée de Gatineau recevrait le tiers du montant, Ottawa le reste.

Du côté québécois, les 700 000 \$ permettraient de construire une cinquantaine de logements répartis entre quatre immeubles. La Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses du Québec financerait le reste du projet de plus de quatre millions de dollars.

### De l'espoir

François Roy, de l'organisme Logemen'Occupe, s'emballe: «La ministre de l'Habitation, Louise Harel, nous a donné mardi son appui de principe pour que les locataires aient droit au supplément au loyer: les gens paient à la hauteur de 25 % de leurs revenus et le gouvernement verse le reste. C'était le seul élément qui manquait au projet. Car le béton, lui, sera entièrement financé par des intérêts privés, pas par le gouvernement.»

Il reste quelques modalités à préciser pour que débute la mise en chantier, mais François Roy a bon espoir que les logements seront prêts pour le 1<sup>er</sup> juillet 2002.

Une nécessité absolue, insiste l'organisateur communautaire.

C'est qu'Ottawa, la voisine, est en plein boom économique et que la situation n'est pas près de changer. La rareté de logements qui y sévissait depuis longtemps s'est muée en pénurie totale: le taux d'inoccupation n'y est plus que de 0,2 % (dans un marché équilibré, ce taux est à 3 %) et les appartements de deux chambres à coucher se louent de 800 \$ à 1000 \$ par mois.

### Faibles revenus

Beaucoup de ménages sont donc allés à Hull. Du coup, le taux d'inoccupation de la ville est passé de 4,4 % en 1999 à 1,4 % en l'an 2000, la plus forte chute au Québec. À l'été 2001, le taux d'inoccupation était évalué à 0,8 %. Et il reste strictement des petits logements sur le marché, ce que ne vivent ni Québec, ni Montréal.

Ainsi, quand, à la fin juin, la ministre Louise Harel a débloqué des fonds pour faire face à la crise annoncée et compenser des propriétaires privés qui accepteraient de louer les plus mal pris, elle avait réservé 40 places à l'Outaouais. Or seulement 11 de ces suppléments au loyer ont été utilisés non pas faute de besoins mais faute de logements suffisamment grands.

«La pénurie touche tous les ménages», explique François Roy. Mais par effet de domino, elle affecte d'abord les faibles revenus. Les plus pauvres finissent par être expulsés du jeu.» Même d'anciennes maisons de chambre, refuge traditionnel des plus démunis, exigent maintenant des références.

Cette crise, les travailleurs communautaires l'ont vue venir. Déjà, en 1995, Logemen'Occupe recevait plusieurs appels à l'aide. Mais le

mandat du groupe est de faire des pressions en vue d'améliorer le logement social: ni son financement ni son organisation ne lui permettent de donner des services. Logemen'Occupe a alors décidé de créer deux nouveaux organismes: l'un pour bâtir et gérer des logements communautaires, l'autre pour aider les locataires à se défendre ou trouver des logements.

Une aide comme on en trouve un peu partout au Québec mais à laquelle s'ajoute un service fort original: deux logements de dépannage réservés aux familles qui se retrouvent à la rue (voir texte ci-contre). Tout est fourni, comme à l'hôtel, la famille plaçant ses effets dans un petit entrepôt mis à sa disposition.

### Dépannage efficace

La règle, c'est un hébergement maximal de six mois. Mais la limite n'est jamais atteinte car l'organisme, Les Œuvres Isidore Ostiguy, se démène pour trouver un vrai logis à ces familles, souvent fort pauvres. À la moindre petite annonce dans le quotidien *Le Droit*, une travailleuse communautaire des œuvres «saute sur le téléphone» afin de vanter «sa» famille à placer.

Ce n'est pas facile car elle est en concurrence avec les 30 autres ménages qui appelleront aussi, à la recherche d'un loyer. Et entre un couple de travailleurs et une famille qui vit de l'aide sociale, les propriétaires n'hésitent guère...

«On a 110 familles sur la liste d'attente, et juste avec les incendies, on ne fournit pas. Il y a encore eu un feu à Gatineau cette semaine, et 15 familles se sont retrouvées à la rue», déplorait François Roy à la fin septembre.

«En attendant, les gens vont dans des gîtes ou sont hébergés par de la parenté, avec toutes les tensions que l'on peut imaginer. On ne les voit pas, mais ils ont vraiment besoin d'aide.»

«Les gens vont dans des gîtes ou sont hébergés par de la parenté»

**Y** COURS DE LANGUES  
• ANGLAIS • FRANÇAIS  
• ESPAGNOL • ITALIEN  
TESTS DE NIVEAU :  
TOUS LES MERCREDIS DE MIDI À 18 H  
YMCA  
Centre-ville ☎ 849-8393 poste 709 ou 719  
Hochelaga-Maisonneuve ☎ 255-4651

# LE DEVOIR

## ÉCONOMIE

LA PENSÉE SAUVAGE  
avec Bernard Derome  
Des idées plein la tête  
DIMANCHE 13h CHAÎNE Culturelle  
La radio de toutes les cultures

## PERSPECTIVES

## Pas facile de vendre la Banque Nationale

Lorsque Paul Martin a déposé son projet de loi C-8 sur la réforme de l'industrie des services financiers, en juin 2000, le grand patron de la Banque Nationale, André Bérard, n'a pas attendu très longtemps pour partir à la chasse aux acquéreurs potentiels intéressés à détenir jusqu'à 65 % de cette banque.

Au cours de la dernière année, il a « littéralement » fait le tour du monde dans l'espoir de conclure un deal. On comprend son empressement. M. Bérard doit quitter ses fonctions de président et chef de la direction en mars 2002, et peut-être s'estime-t-il mieux armé que son successeur pour obtenir le meilleur prix.

M. Bérard cherche un « partenaire stratégique » prêt à déboursier entre 37 \$ et 43 \$ l'action, un coup fumant qui ferait bien des heureux parmi les actionnaires et qui lui permettrait également d'exercer les 823 000 options qu'il détient toujours. A ce prix, il pourrait alors dire « mission accomplie » et quitter la banque les poches pleines: entre 15 et 25 millions, de quoi assurer une retraite dorée.



René Lewandowski

On ne peut toutefois pas dire que les acheteurs se bousculent aux portes de la rue de la Gauchetière. Un peu comme lors de la mise en vente du Canadien de Montréal, il y a beaucoup de curieux, mais bien peu sont prêts à signer un chèque. Une autre banque canadienne? Oubliez ça! Dès le dépôt du projet Martin, Québec a immédiatement dévoilé sa stratégie de défense et l'a clairement indiquée, en coulisses, à Paul Martin. On chuchote d'ailleurs que les discussions ont été musclées, du genre «œil pour œil, dent pour dent».

Le bouclier secret du gouvernement du Québec s'appelle la Caisse de dépôt. Si la menace devenait trop sérieuse, celle-ci n'hésiterait pas une seconde à prendre une participation importante dans le capital de la banque. On dit même que la Caisse de dépôt pourrait s'infiltrer dans le capital-actions des autres banques canadiennes si Paul Martin devait ne pas comprendre le message!

S'il veut vendre la banque, André Bérard sait trop bien qu'il devra tenir compte de la dimension politique. Un obstacle incontournable qui limite l'éventail des candidats. C'est pourquoi le président a surtout concentré ses efforts en Europe au cours des derniers mois. Au printemps, il a fait plusieurs voyages sur le Vieux Continent, particulièrement en France.

Les Français et le gouvernement péquiste vivent une quasi-histoire d'amour depuis plus de deux décennies, et une banque française aurait plus de chances de trouver grâce aux yeux des nationalistes.

Plusieurs noms ont d'ailleurs circulé dans les milieux financiers au cours de la dernière année. Sans surprise, ils sont tous français. On a d'abord parlé du Crédit Agricole, puis de la BNP-Paribas et d'AXA Assurances, un géant mondial déjà bien installé au Québec dans le secteur de l'assurance. Mais le nom qui revient le plus souvent est la Société Générale, l'une des plus grandes banques européennes, en mode acquisitions depuis quelques années.

Au début de l'été, alors qu'il était en vacances sur les plages françaises, André Bérard est allé rencontrer à Paris le grand patron de cette société. À son retour au Québec, il avait une stratégie bien en selle: créer une masse critique en cédant entre 25 et 30 % de la banque à la Société Générale pour ensuite faire une offre d'achat à L'Industrielle-Alliance, le plus gros assureur du Québec.

Foutaise? Ça fait vingt ans que la Nationale veut mettre le grappin sur L'Industrielle, et le climat politique et économique n'a jamais été aussi propice. En effet, ce move permettrait de conserver au Québec deux des trois institutions financières les plus importantes (l'autre étant Desjardins) pendant de nombreuses années. Une perspective qui ne déplairait pas au gouvernement Landry. Petit problème, cependant: les dirigeants de L'Industrielle-Alliance n'ont toujours pas digéré le coup fumant qui a permis à la Banque Nationale de prendre le contrôle du Trust général pour presque rien il y a quelques années.

La Société Générale serait aussi le choix préféré du gouvernement québécois. En mai dernier, lors de sa tournée européenne, la ministre des Finances, Pauline Marois, a fait une petite présentation au Québec aux gens de la Société Générale à Paris. Une source des milieux financiers montréalais indique que la ministre a même proposé des concessions fiscales fort alléchantes à la Société Générale pour que celle-ci déménage de New York à Montréal toutes ses activités de services administratifs (back-office).

Mais voilà que le 7 septembre dernier, M. Bérard a vendu un bloc de 18 400 actions au prix de 29 \$ chacune. Il avait mis la main sur ces actions par le biais d'un exercice d'options au prix d'aubaine de 11 \$ l'unité. Quelques jours plus tard, M. Bérard achetait sur le marché 9000 actions au coût moyen de 27 \$, qu'il revendait deux jours plus tard au prix de 28,10 \$.

Pourquoi le p.-d.g. a-t-il cédé ses actions à 28 et 29 \$ alors qu'il cherche à vendre l'entreprise pour 43 \$ l'action? Réponse: la transaction avec la Société Générale serait récemment tombée à l'eau, selon une source proche des milieux financiers. La banque française aurait reculé parce qu'elle serait maintenant elle-même courtisée par un groupe allemand, peu intéressé par une petite banque canadienne dont le gros du portefeuille est composé de prêts à des PME.

En cédant ses actions à rabais, M. Bérard envoie maintenant un message aux acquéreurs potentiels: la banque est toujours à vendre, mais le prix est négociable!

rlawandowski@ledevoir.com

## LE MONDE DE L'INVESTISSEMENT APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

## Si l'histoire se répète

Le krach boursier de 1987 et la guerre du Golfe sont les points d'ancrage logique d'une analyse prospective

GÉRARD BÉRUBÉ  
LE DEVOIR

Dans l'univers du placement, les tragiques événements du 11 septembre dernier viennent brouiller les repères historiques. Le facteur psychologique, durement ébranlé par ces événements et atrophié par ces vagues de mises à pied massives, rend momentanément aléatoire toute référence aux modèles du passé. Or, si l'histoire se répète...

En cas de crise ou d'instabilité profonde, il est une pratique courante d'analyser le présent, et d'extrapoler pour l'avenir immédiat, à partir de repères historiques. Le krach boursier de 1987 et la guerre du Golfe de 1990-1991 deviennent, ici, des points d'ancrage logique à cette analyse prospective. À la différence toutefois qu'avec ces sombres événements du 11 septembre, il manque cette dimension de « déjà vu ».

« C'est la première fois qu'un acte de guerre est commis en Amérique du Nord, en sol américain. Le facteur psychologique, l'élément de confiance, a subitement pris l'avant-scène et tout modèle de prévision voit son efficacité soudainement atténuée par cette grande inconnue », a précisé, sous le couvert de l'anonymat, un planificateur financier à l'emploi d'une firme de courtage. Certes l'histoire voudrait que la récession soit de courte durée et que les marchés boursiers soient à l'aube d'une reprise. Mais si d'autres attentats sont commis, si les représailles américaines provoquent un dérapage, si... « Une mentalité de bunker pourrait alors s'installer et un scénario de cataclysme devenir dominant, effaçant ainsi toute prévision d'une reprise au printemps 2002 ».

Nous en sommes là. Pour le moment, « la notion de rendement a cédé sa place à la sécurité. C'est la sécurité du capital qui prédomine, a renchéri Vincent Lacroix, p.-d.g. de Services financiers Norbourg. Les bonnes vieilles règles de base en matière de planification financière demeurent. Même si leur valeur a chuté de 40 %, on ne met pas des actions dans le portefeuille d'une personne de 60 ans, près de la retraite ou à la retraite, alors qu'on peut le faire pour une personne de 20 ans. Si ces règles de base demeurent vraies, il reste que les événements du 11 septembre vont modifier la sélection des titres, pour chaque catégorie d'âge. Une certaine protection est de mise. Le côté défensif prend de l'importance ».

Pour la suite, et quant au parallèle avec les crises récentes, on écarte d'entrée de jeu toute comparaison avec le krach de 1987. Le 19 octobre de cette année-là, l'indice Dow Jones croquait de 22,6 % au cours d'une seule séance, du jamais vu depuis la Grande Dépression des années 30. À la reprise des cours sur Wall Street, aux lendemains des attentats, cet indice s'est replié de 14 % en une semaine. Le choc a été soudain en 1987, sans trop d'avertissement. Mais il était purement financier. L'économie roulait à fond de train et la Réserve fédérale américaine menait une politique monétaire restrictive. Elle venait, d'ailleurs, de hausser son taux directeur au-delà de cette barrière psychologique du 10 %.

Quant à l'effet d'entraînement, environ 10 % des Québécois détenaient, alors directement des actions, contre 45 % aujourd'hui. « Les investisseurs étaient plus néophytes, et plus spéculatifs en 1987. Ils ont paniqué plus facilement. Aujourd'hui, et même si le choc boursier touche un plus grand nombre de personnes, les investisseurs sont plus avisés, mieux informés. Ils savent qu'il ne faut pas vendre après des événements comme ceux-là », a ajouté le planificateur financier.

Une comparaison avec la guerre du Golfe de 1990-1991 peut devenir, ici, plus pertinente. Et encore. L'éco-

nomie ralentissait, les marchés boursiers étaient encore surévalués et les taux d'intérêt étaient en baisse — quoique l'assouplissement était jugé trop timide — avant l'invasion du Koweït par l'Iraq. Ce déplacement des troupes, en août 1990, a toutefois provoqué une chute drastique de confiance et une flambée des cours pétroliers, ce qui a entraîné l'économie américaine en récession. Le déclenchement de l'offensive contre l'Iraq, en janvier 1991, a entraîné une rapide remontée de la confiance, les craintes appréhendées avant le début de ces hostilités ne s'étant pas vérifiées.

« L'économie américaine avait, alors, connu une récession de huit mois, soit l'une des plus courtes de son histoire », a résumé François Dupuis, l'économiste principal et stratège au Mouvement Desjardins rappelle que cette récession américaine avait été précédée de trois grands chocs. Il y a eu la crise financière alimentée par la faillite des Savings and Loans, au début de 1990, la flambée des cours pétroliers à des niveaux rarement vus et la guerre. « L'économie américaine est assez solide. Il faut plusieurs chocs pour la déstabiliser », a-t-il enchaîné.

Le contexte actuel est donc bien différent. D'une part, et contrairement à la récession de 1990-1992, les gouvernements ne sont plus en déficit. « Aujourd'hui les gouvernements, avec leur surplus, ont repris le contrôle de leurs deux leviers », monétaire et fiscal. D'autre part, les cours pétroliers s'inscrivent en forte baisse, dans la crainte d'une chute de la demande induite par la récession, et les taux d'intérêt sont à leur niveau le plus bas en 40 ans, un assouplissement monétaire dont l'effet peut être amplifié par une action directe des gouvernements et par l'allègement en cours du fardeau fiscal. « Les bases d'une reprise économique sont là. Il y a présentement tellement d'argent et de liquidités injectés dans le système, tout est en place pour une reprise durant les premiers mois de 2002, avec une forte accélération à partir de l'été », a poursuivi François Dupuis.

Cet économiste table sur une récession de six à huit mois et situe le début de cette contraction en juillet-août dernier. Dans la foulée, et s'il est vrai que les marchés boursiers devancent de six mois les renversements conjoncturels, le creux serait atteint en Bourse.

Mais on y revient. L'incertitude demeurant très élevée présentement, tout est encore fonction de cette capacité à dissiper le risque géo-politique. « Si l'on pouvait dissiper rapidement ce risque politique... Je pense que dans trois mois, la vision sera plus claire », a-t-il enchaîné.

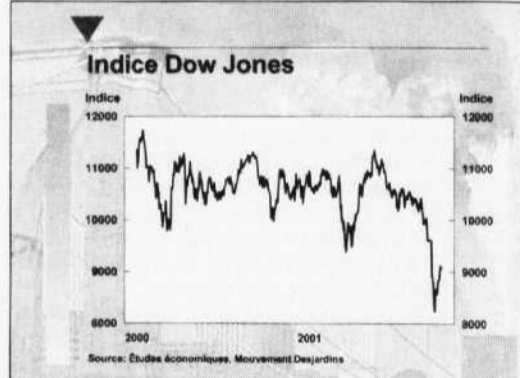


PHOTO REUTERS ET LE DEVOIR

Comme le montrent ces graphiques, le krach de 1987 et l'invasion du Koweït en 1990 ont tous deux été suivis d'une forte baisse des marchés boursiers, puis d'une reprise solide.

## L'impact des crises mondiales

Selon une recension effectuée par des gestionnaires de fonds d'investissement, les crises de portée mondiale ont engendré, en moyenne, un recul de 16 % du S&P 500 au cours des cinq premières semaines de l'événement. Six mois plus tard, l'indice baromètre était en hausse de 17 %, et, en moyenne, de 23 % un an plus tard.

Ce survol retient dix événements majeurs allant de la crise asiatique (1998) à la guerre du Golfe (1990), en passant par le krach boursier en 1987, la démission de Richard Nixon (1974) et la guerre de Corée (1950). Les pertes initiales ont oscillé entre 10 et 26 %. Mais six mois plus tard, ces pertes s'étaient transformées en un gain pouvant varier entre sept et 31 %. Au cours de l'année suivant l'événement majeur ou son déclenchement, le gain de l'indice S&P se situait entre 16 et 42 %.

Une autre étude, réalisée par le fournisseur de don-

nées Markethistory.com, parvient aux mêmes conclusions. Ici, l'indice Dow Jones a servi de référence et six grands événements ont été retenus, dont l'attaque de Pearl Harbor (1941), le premier attentat contre le World Trade Center (1993) et celui d'Oklahoma City (1995). Le jour suivant l'événement, le Dow affichait une baisse moyenne de 2 %. Une semaine plus tard, le recul moyen était de 3 %. La récupération est venue ensuite. Deux semaines après le choc, le Dow n'affichait plus qu'un recul de 2 % et un mois plus tard, de 1 %. Après six mois, on parlait plutôt d'un gain moyen de 11 %, et de 18 % après un an.

En poussant plus loin la lecture, deux ans après les tragédies retenues par Markethistory.com, le Dow Jones affichait une hausse de 31 %. Et des hausses de 50 % après trois ans et de 82 % après cinq ans.

G. B.

## Ce n'est pas le moment de paniquer

Les petits investisseurs réagissent mieux à l'incertitude économique que les grands gestionnaires

RENÉ LEWANDOWSKI  
LE DEVOIR

Simon Brodeur aurait toutes les raisons du monde d'être déprimé par les temps qui courent. Ce jeune homme de 35 ans, père de trois enfants, a décidé d'investir, en mars 2000, toutes ses économies dans un REER pour assurer ses vieux jours. Depuis, son portefeuille fond à vue d'œil: les 11 000 \$ qu'il avait placés ne valent plus que 6000 \$.

« Avec les événements du 11 septembre, je suis certain que mon portefeuille a encore baissé », dit-il.

Un coup dur pour ce commis emballer qui travaille depuis vingt ans chez Provigo pour un salaire annuel d'environ 23 000 \$.

Pourtant, Simon Brodeur ne panique pas. Malgré la chute des marchés boursiers et la récession qui guette l'économie, il a toujours confiance en l'avenir. « Ça fait mal, mais j'investis pour le long terme, dit-il. La pire chose à faire serait de vendre mes placements sur un coup de tête ».

« C'est la meilleure façon de réagir devant l'incertitude », dit Gaëtan Veillette, planificateur financier chez Investors, à Brossard. Selon lui, ce n'est pas parce que les marchés sont plus volatiles qu'à l'habitude qu'il faut changer sa stratégie d'investissement.

Depuis les tragiques événements du 11 septembre, M. Veillette a reçu plusieurs appels de clients préoccupés par la situation. Certains se disaient inquiets de la baisse des marchés ou des perspectives de croissance assombries. Mais il leur répète toujours le même discours: ne bougez pas, gardez le cap sur le long terme et fiez-vous aux instruments en place. « Rien ne remplace une bonne diversification des actifs ».

Pour rassurer ses clients, Gaëtan Veillette a plusieurs techniques dans sa boîte à outils. Par exemple, un graphique historique qui retrace l'évolution des marchés boursiers depuis 1950 et qui démontre qu'ils sont toujours en hausse à long terme. Ou encore un tableau des taux d'intérêt actuels, qui fait valoir qu'investir dans un certificat de placement garanti ne rapporte que 2 %. Et même des statistiques historiques sur l'évolution des



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Malgré les coups durs, Simon Brodeur garde confiance en l'avenir.

marchés à la suite d'une guerre: dans presque tous les cas, la Bourse a pris une raclée à court terme mais s'est retrouvée en forte hausse six mois plus tard. « Il faut leur démontrer que la vision à long terme a ses vertus ».

« Moi, je suis en train de revoir mes méthodes d'investissement », dit Louis Zilberberg, un retraité de 65 ans qui préfère investir seul sur Internet, sans l'aide d'un conseiller en placement. Depuis le 11 septembre, il se dit très préoccupé et de plus en plus hésitant à investir dans les marchés boursiers. « On ne sait pas ce qui va se passer, dit-il. Va-t-on assister à une guerre planétaire? S'agira-t-il d'attaques ciblées de la part des Américains? Assisterons-nous à d'autres attaques terroristes? Toutes ces options pourraient avoir des conséquences différentes sur les marchés boursiers. Alors, j'observe la situation, mais je ne sais plus quoi faire ».

Il faut garder la tête froide, fait valoir Éric F. Gosse- lin, planificateur financier affilié aux Services financiers Peak. « Si votre portefeuille était bon le 10 sep-

tembre, il l'est encore après les événements du 11 septembre », dit-il.

M. Gosse- lin compte plus de 400 clients et a lui aussi reçu quelques appels de gens inquiets. Mais la plupart de ceux à qui il a pu parler étaient plutôt calmes, confiants et peu préoccupés quant à leur avenir financier. « C'est une question d'éducation, dit M. Gosse- lin. Les gens qui comprennent bien la notion d'investissement savent que ces événements tragiques causeront des fluctuations à court terme mais auront peu d'impact à long terme sur le plan financier. Ce sont surtout les investisseurs institutionnels qui paniquent! »

En effet, en de telles circonstances, les investisseurs institutionnels, particulièrement les gestionnaires de fonds communs de placement, cèdent à la panique beaucoup plus rapidement que les petits investisseurs, selon une récente étude réalisée par les professeurs Patrick Dennis, de la McIntire School of Commerce de l'université de la Virginie, et Deon Strickland, du Fisher College of Business de l'université Ohio State: *Who Panics in Volatile Markets, Individuals or Institutions?*

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et le 31 décembre 1995, M.M. Dennis et Strickland ont analysé le rendement des actions de firmes américaines les jours où le marché boursier était soit à la hausse, soit à la baisse par une forte marge, définie comme étant de 2 % ou plus. Pris ensemble, ces résultats suggèrent que les institutions ont tendance à adopter un comportement de troupeau et transigent selon le dynamisme du marché les jours où il y a de grands mouvements boursiers. Pire, les auteurs ont pu décomposer les investisseurs institutionnels entre fonds communs de placement et autres types d'institutions; ils ont ainsi découvert que ce sont principalement les gestionnaires de fonds communs de placement qui adoptent ce type de comportement.

Faut-il s'en étonner? Absolument pas, dit un professeur de finance des HEC, à Montréal, qui a requis l'anonymat. « Les gestionnaires de fonds communs ont des comptes à rendre et sont constamment sous haute surveillance, dit-il. Et ils sont beaucoup plus influencés par le rendement à court terme que les petits investisseurs ».

## • ÉCONOMIE •

LE MONDE DE L'INVESTISSEMENT APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

# Le temps n'est pas encore venu d'investir

Plus que jamais, Stephen Jarislowsky conseille la prudence

CLAUDE TURCOTTE  
LE DEVOIR

«**N**ous avons quitté les sommets de la cupidité et nous sommes engagés dans la vallée de la peur», déclare Stephen Jarislowsky, qui ne dédaigne pas la métaphore biblique, bien au contraire. C'est que même si, dans ses préoccupations professionnelles, M. Jarislowsky est à la tête d'une entreprise qui gère des fonds dont la valeur se situe entre 26 et 30 milliards de dollars canadiens, ça ne l'empêche pas souvent de contester les courants qui balayaient les milieux boursiers et financiers.

M. Jarislowsky ne renie pas sa réputation de gestionnaire conservateur, mais les événements récents lui fournissent l'occasion de le dire en d'autres termes. «J'étais un dinosaure trop vieux pour comprendre la nouvelle économie. Cela fut une bénédiction! Je n'étais pas un dinosaure, seulement un investisseur prudent avec 50 ans d'expérience du marché».

Il faut comprendre qu'il ne changera rien aux stratégies qu'il applique au nom de quelques milliers d'épargnants, fonds de pension et de corporations qui lui confient leur actif à faire fructifier. Au cours du mois de septembre, ses clients ont subi des pertes minimes, d'autres ont même enregistré des gains. Mais dans ses portefeuilles, il n'y a que très peu de titres «high tech» et de «point com». Celui de Nortel, par exemple, y est totalement absent et cela depuis toujours. Au demeurant, le titre de Nortel qui est passé de 120 \$ à quelque 7,50 \$ n'intéresse toujours pas M. Jarislowsky qui se pose une question: cette compagnie évitera-t-elle la faillite?

La philosophie de Jarislowsky, dont il n'est d'ailleurs pas l'unique tenant, consiste à investir dans des entreprises qui génèrent des profits et non pas qui pourraient peut-être en faire un jour. Il n'investit pas en vue d'obtenir une croissance forte et rapide, mais avec l'objectif que l'argent investi produira un profit raisonnable qui ne fondra pas en même temps que les rêves s'évaporeront. «Nous ne suivons pas la folie de la Bourse, mais nous appliquons des règles rationnelles, en tenant compte de la qualité de la gestion qui est le facteur le plus important. Nous faisons une recherche minutieuse, nous tournons toutes les pierres et si nous pensons qu'une entreprise peut rapporter malgré un impact maximal de ses aspects né-

gatifs, nous y allons et tout ce qu'on obtiendra de plus en bénéfiques s'ajoutera à notre visée minimale», explique-t-il. De son métier, il dit simplement ceci: «C'est une profession, pas le casino.»

Mais quand même, comment faut-il investir maintenant? Il y a vraisemblablement une récession — qui prend de la force depuis le 11 septembre. Et les menaces de guerre? Stephen Jarislowsky, qui est né en 1925 et qui se rappelle avoir marché sur les chemins de France dans la déroute de 1940, demeure imperturbable devant les événements actuels. Il est pourtant convaincu qu'on s'en va tout droit vers une récession profonde après 10 ans de croissance soutenue artificiellement depuis quelques années par la Federal Reserve et la Banque du Canada.

Déjà, alors que les consommateurs dépensent encore comme des matelots ivres, les profits des entreprises diminuaient. Ces profits vont forcément continuer de baisser et seules les sociétés à faible coût de financement vont produire des profits raisonnables; les autres y laisseront leur chemise. Les consommateurs qui reprennent leurs sens — c'est toujours Jarislowsky qui parle — vont diminuer leurs achats de maison, d'autos et leur voyages. La Federal Reserve a commencé à baisser ses taux d'intérêt beaucoup trop tôt, de sorte que les baisses de taux d'intérêt successives qui n'ont pas suscité l'effet escompté jusqu'à maintenant n'auront pas d'impact avant plusieurs mois. Les 75 milliards que veut injecter George Bush dans l'économie américaine ne changeront rien à l'affaire.

En conséquence, un nombre croissant de retraités ne retireront pas suffisamment de revenus de leurs investissements. Pour compenser les pertes de revenus en taxes, les gouvernements seront enclins à favoriser l'inflation. Il faudra beaucoup plus qu'un trimestre et même une année pour que la situation se redresse. M. Jarislowsky entrevoit aussi une baisse du marché immobilier dans les prochaines années.

Et que doivent faire ceux qui ont de l'argent à placer? Pour les obligations, le meilleur scénario serait celui d'un placement entre cinq et dix ans, à cause des faibles taux actuels et de la menace éventuelle d'inflation. Comme l'économie canadienne souffrira davantage que celle des États-Unis, le dollar canadien perdra encore de la valeur.

Sur le marché des actions, il se pourrait que le ratio cours-bénéfice moyen qui est historiquement de 14 et



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
«J'étais un dinosaure trop vieux pour comprendre la nouvelle économie. Cela fut une bénédiction! Je n'étais pas un dinosaure, seulement un investisseur prudent avec 50 ans d'expérience du marché», estime aujourd'hui Stephen Jarislowsky.

qui est passé récemment à 10, tombe encore plus bas, ce qui pourrait nous ramener à une situation semblable à celle de la dépression de 1930. La solution serait alors d'investir dans l'or, dans les «titres péchés» comme le tabac, l'alcool et la bière, les biens de consommation non durables comme l'alimentation, les chaînes pharmaceutiques, la santé, les services publics. Les banques, le secteur financier et le pétrole pourraient offrir une protection mitigée contre la récession, mais seulement si ces entreprises sont bien gérées et peu endettées.

Après dix ans de croissance, croit Jarislowsky, les investisseurs seraient bien avisés de garder de l'argent comptant tant que l'inflation ne dépassera pas 3%. Il ne faudra pas se commettre trop tôt et se rap-

porter que les meilleures occasions se présenteront tard dans le cycle de décroissance. Il faudra «prendre une décision dans le noir», sans avoir peur, en temps opportun, et ne pas réagir au son des sirènes, en l'occurrence les courtiers, qui disent déjà que c'est le temps d'acheter. M. Jarislowsky répète sans cesse que les courtiers n'ont qu'une idée en tête, faire des profits sur vos transactions.

Certains trouvent que le scénario dépressif de ce gestionnaire chevronné est trop pessimiste, que la récession sera moins forte et que la reprise viendra plus vite qu'il ne le dit. Peut-être faut-il voir dans son pessimisme une manifestation de sa prudence légendaire.

## Vous voulez épargner graduellement et sans effort?

Le Plan Épargne Périodique Placements Québec est un moyen simple d'épargner assidûment pour réaliser tous vos projets. Avec des **prélèvements automatiques**, au **montant** (minimum de 10 \$) et à la **fréquence** (hebdomadaire, toutes les deux semaines ou mensuelle) **de votre choix**, le PEP vous permet d'épargner à votre rythme et sans effort. En tout temps, vous pouvez modifier le montant et la fréquence des prélèvements. Votre capital investi est aussi garanti sans limites par le gouvernement du Québec. Pour une réponse judicieuse toute l'année, contactez l'un de nos agents d'investissement du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h.



1 800 463-5229

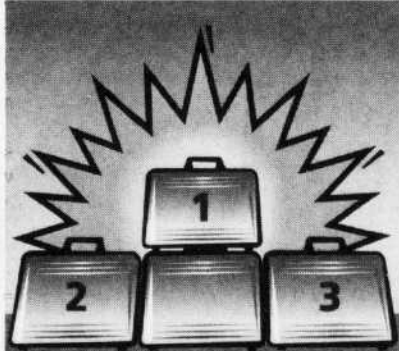
Pour la région de Québec, composez le 521-5229

**P L A N**  
**É P A R G N E**  
**P É R I O D I Q U E**  
**P L A C E M E N T S**  
**Q U É B E C**

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Placements  
Québec

NOTRE INTÉRÊT À TOUS



Les meilleures pratiques d'affaires

Préparez-vous à la performance

«L'entreprise de demain sera stratégique, innovatrice, flexible et branchée. Le virage est déjà amorcé.

## Les entreprises québécoises sont dans la course pour gagner.»

Bertrand Saucier

Président, M2S Électronique, Telegeotrak Technologies et Liber-T Medtech

Pour tout connaître du programme de formation sur les **meilleures pratiques d'affaires** destiné aux dirigeants d'entreprises et travailleurs stratégiques, communiquez avec votre direction régionale du ministère de l'Industrie et du Commerce. Vous avez tout à gagner à demeurer compétitif.

www.mic.gouv.qc.ca

Industrie  
et Commerce

Québec



Avec la participation de:  
• Emploi-Québec



# ÉCONOMIE

LE MONDE DE L'INVESTISSEMENT APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

## Investissez uniquement dans ce que vous comprenez

**Q**ue pensez-vous de ce genre d'abri fiscal? Un placement de 100 000 \$ en achetant une assurance-vie à l'industrielle Alliance deviendrait selon un conseiller financier 950 000 \$ environ pour les bénéficiaires au décès de la personne dont on assure la vie. À sa retraite, l'investisseur peut emprunter des montants en donnant en garantie ce montant placé dans l'assurance. Pas d'impôt à payer sur les intérêts du 100 000 \$ puisque le montant a servi à acheter une assurance-vie. Il y aura remboursement du capital et des intérêts sur l'emprunt au décès de l'assuré par les bénéficiaires de l'assurance. Il y aura des frais pour payer les primes de l'assurance. Est-ce que ça vaut le coût? L'espère que vous comprendrez ma vulgarisation de la situation, je ne connais presque rien dans le domaine du placement.



Claude Chiasson

font offrir des placements complexes sans véritablement les comprendre. Et, à tous ces épargnants, je leur dis de s'abstenir de tels placements. N'investissez que dans ce que vous comprenez, un point c'est tout.

Dans votre cas, ce à quoi vous vous référez est une police d'assurance-vie universelle. C'est-à-dire une assurance vie couplée à un compte d'investissement dont les revenus de placement se composent d'impôts tout comme un REER (sans cependant accorder une déduction pour les cotisations annuelles faites au régime).

**Le profil d'un bon courtier en valeurs mobilières**

Monsieur Chiasson, vous parlez dans l'une de vos récentes chroniques de la nécessité de choisir un courtier en valeurs mobilières compétent. Pourriez-vous nous donner des indices sur la manière d'en choisir un? Quelles questions devrions-nous lui poser? Que pouvons-nous attendre de lui? Pouvons-nous, par exemple, légitimement lui demander de calculer pour nous le rendement annuel réel de façon de nos placements afin de faire des choix éclairés?

doit être là essentiellement pour vous fournir toutes les informations utiles à la prise de décision, la décision finale vous revenant. Ce dernier point est important. Trop de gens s'en remettent aveuglément à leur courtier qui, étant avant tout un vendeur de produits, se trouve en perpétuel conflit d'intérêt face au client.

**Hypothèque: toujours se réserver l'option de fixer son taux pour le long terme**

Bonjour, je dois renouveler mon prêt hypothécaire en octobre. La caisse me donne deux choix. Le premier est de renouveler à 7,15 % pendant cinq ans. Le deuxième est de m'engager pour cinq ans avec l'option de renouveler à chaque année au taux d'un an prévalant à ce moment moins 0,30 %. Exemple: présentement le taux d'un an est de 5,45 %, moins 0,30 %, cela donne un taux exigé de 5,15 % pour les douze prochains mois. C'est sûr que, dans deux ans, il ne sera pas à 5,45 %, donc j'aimerais avoir l'opinion de quelqu'un d'autre.

Si votre situation financière vous permet d'absorber sans inquiétude des variations de taux assez fortes, la meilleure option dans le contexte actuel est probablement l'hypothèque à taux fixe de six mois ou un an, dans la mesure bien entendu que vous puissiez y détenir un taux de 1,5 % inférieur à celui offert pour le terme de cinq ans.

**Le travail du courtier**

RENÉ LEWANDOWSKI  
LE DEVOIR

L

**Vos placements \$**

Comme l'indique le flou de vos propos, vous êtes bien loin de comprendre de quel type de placement il s'agit. Je ne dis pas cela pour vous ridiculiser mais pour bien illustrer le cas de milliers d'épargnants et de petits investisseurs qui, comme vous, se

REER (sans cependant accorder une déduction pour les cotisations annuelles faites au régime). Un produit très complexe qui, si vous ne comprenez pas, vous rend totalement à la merci du vendeur qui pourra bourrer votre portefeuille de tous les produits (dont les fonds mutuels) vendus par son institution financière et ce, souvent à grands frais de commission (y compris les primes pour l'assurance-vie). L'assurance-vie universelle comporte certains atouts, surtout dans le cas de personnes aisées dont le premier souci n'est plus d'accumuler un avoir suffisant à leur retraite (ils ont généralement déjà atteint ce but) mais plutôt de maximiser les sommes que recevront après impôts leurs héritiers.

Première qualité à retrouver chez un courtier: son haut degré de prudence. Donc, il faut vous dénicher un courtier connaissant bien l'univers des grandes entreprises canadiennes dignes de meubler le cœur de votre portefeuille d'actions. Et, il doit évidemment avoir le souci de bien vouloir les accumuler graduellement, sans chercher à multiplier inutilement les transactions. Il doit également bien connaître le marché obligataire et être ainsi en mesure de vous proposer des obligations négociables de grande qualité à prix concurrentiel qui méritent aussi une place importante dans votre portefeuille dit REER.

Un bon courtier doit également être en mesure de vous fournir les documents de recherche que vous désirez consulter sur une entreprise ou placement spécifiques. Il doit aussi être disponible. Et, enfin, outre le fait qu'il doit faire preuve d'une très grande intégrité, il

Les lecteurs qui veulent poser des questions à notre chroniqueur peuvent lui écrire à l'adresse suivante: [claudchiasson@globetrotter.net](mailto:claudchiasson@globetrotter.net). On peut aussi retrouver la chronique de M. Chiasson sur le site [www.globetrotter.net](http://www.globetrotter.net).



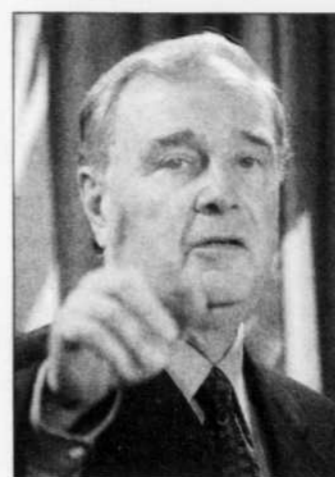
...Claude Chiasson

Pour s'inscrire: [www.globetrotter.net/proplacement](http://www.globetrotter.net/proplacement)

Réunion des ministres des Finances du G7

## Paul Martin ne prévoit pas d'intervention pour adoucir la récession

GERARD BÉRUBÉ  
LE DEVOIR



Le ministre Paul Martin

### Réductions d'impôts de 60 milliards

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le président américain George W. Bush a demandé hier au Congrès d'adopter rapidement des mesures de réduction d'impôts d'un montant d'environ 60 milliards de dollars pour relancer l'économie au bord de la récession après les attentats.

«Le Congrès doit adopter le plus vite possible» des mesures de relance constituées de réductions d'impôts d'au moins 60 milliards de dollars, a déclaré le président américain à la Maison-Blanche. Ces baisses d'impôts doivent bénéficier aux entreprises et aux Américains ayant «des revenus faibles et modérés», a-t-il précisé.

Ces mesures permettront de relancer les investissements des entreprises et de stimuler la consommation.

M. Bush s'est en revanche opposé à de nouvelles dépenses budgétaires dans le cadre du programme de relance négocié entre la Maison-Blanche et le Congrès. «Afin de stimuler l'économie, le Congrès n'a pas besoin de dépenser davantage, mais doit seulement baisser les impôts», a-t-il souligné.

M. Bush a expliqué que le montant des réductions d'impôts qu'il propose correspond à l'enveloppe des mesures financières déjà adoptées par le Congrès. Le Congrès a déjà voté une aide d'urgence de 40 milliards de dollars notamment pour la reconstruction de New York et une assistance financière de 15 milliards aux compagnies aériennes.

M. Bush avait aussi annoncé jeudi une assistance de trois milliards de dollars aux Américains ayant perdu leur emploi à la suite des attentats terroristes du 11 septembre.

Avec les dernières propositions de M. Bush, le montant des mesures de relance et les aides déjà votées monterait à quelque 120 milliards de dollars, soit environ 1 % du PIB américain.

Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, a fait la sourde oreille aux appels lancés par le gouvernement américain et le Fonds monétaire international exhortant les pays industrialisés à adopter une action coordonnée visant à contrecarrer la récession qui s'installe. Il a soutenu que les mesures de relance présentement discutées à Washington ont déjà cours au Canada. Tout au plus veut-il s'assurer que le Canada passe la tempête sans répéter les erreurs commises en 1990.

«Ce que les Américains ont en train de faire, c'est ce que le Canada a déjà fait», a précisé Paul Martin, au cours d'un appel conféré-télévisé avant son départ pour la réunion, samedi, des ministres des Finances du G7, tout en représentant la réserve fédérale américaine, portant sur une mise en garde contre une action précipitée. Cette référence ne se veut toutefois pas une critique logée à l'endroit des mesures de relance que veut retener Washington, a-t-il repris, en soulignant qu'il était important, pour chaque gouvernement, de faire ce qu'il peut pour son économie.

M. Martin est revenu aux programmes d'allègements fiscaux et de dépenses du gouvernement fédéral, retenus avant les attentats du 11 septembre. Ces stimulants «directement dans le système» et représentant l'équivalent de 2 % du PIB, alors que les mesures proposées par Washington s'élèvent à quelque 1 % du PIB. M. Martin a également soutenu que le programme canadien d'assurance-emploi «est plus généreux que les aides offertes par Washington aux employés touchés» par les mises à pied annoncées après les attentats. Enfin, il a précisé que «les bénéfices des baisses d'impôts sont déjà visibles», citant les statistiques sur l'emploi de septembre. Et il a souligné l'assouplissement monétaire pratiqué par les banques centrales,

dont cette action concertée et coordonnée de baisse des taux directeurs le 17 septembre dernier, une heure avant la reprise des transactions à Wall Street.

Rejetant l'idée d'une intervention directe additionnelle visant à adoucir les effets de la récession, Paul Martin a dit qu'il fallait, dans les circonstances, s'assurer que l'économie canadienne passe la tempête. Pour ce faire, il ne faut pas «répéter les erreurs de 1990, alors que la politique monétaire et la politique fiscale allaient à l'encontre l'une de l'autre».

Invité à pronostiquer sur le moment où la reprise économique devrait se manifester, il a fait référence au scénario retenu par les économistes, qui situent ce redressement vers le milieu de 2002. «Pour ma part, je ne fais pas de prévision», a-t-il ajouté.

**Apparente unanimité**

Les ministres des Finances et les banquiers centraux des sept principales puissances industrialisées vont tout de même s'efforcer, aujourd'hui à Washington, d'afficher une unité sans faille pour conjurer une récession mondiale et traquer l'argent de réseaux terroristes. Cette réunion constitue sans aucun doute «un effort des

gère et que la reprise devrait intervenir début 2002.

Horst Koehler a indiqué que le Fonds était prêt à apporter si nécessaire un soutien supplémentaire aux pays émergents qui suivent des bonnes politiques macro-économiques et que de nouvelles actions d'assouplissement de la politique monétaire étaient envisageables dans les pays industrialisés.

Mais les Européens ne vont probablement pas céder aux pressions américaines. Pour le chancelier allemand, Gerhard Schröder, «il n'est pas question de remettre en cause les objectifs du Pacte de stabilité» pour des mesures de soutien à l'économie. Ce pacte limite l'endettement public des pays de la zone euro à 3 %

du PIB. Outre l'Allemagne, la France et l'Italie sont membres du G7 assouplissant à cet engagement.

Selon Marc Chandler, responsable du marché des devises de HSBC, «le G7 s'engagera seulement sur des mesures individuelles nécessaires pour doper leur croissance respective» mais pas de façon coordonnée.

Avec l'Agence France-Presse

### AVIS DE NOMINATION



**Madame Louise Dandurand**

Monsieur David Cliche, Ministre délégué à la Recherche, à la Science et à la Technologie, est heureux d'annoncer la nomination de Madame Louise Dandurand au poste de présidente-directrice générale du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture. Le nouveau Fonds créé en vertu de la Loi 33, adoptée le 21 juin dernier, oblige une part importante des activités qu'exerçait le Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS) et des responsabilités qui étaient jusqu'ici dévolues au Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) soit les domaines de la recherche reliés aux sciences sociales et humaines, aux sciences de l'éducation et de la gestion, ainsi qu'aux arts et aux lettres. Madame Dandurand était auparavant vice-rectrice à la recherche, à la création et à la planification à l'URMAM. Elle a également été secrétaire générale du Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada et du Conseil des Arts du Canada. Elle détient une maîtrise en Histoire des sciences de l'Université de Montréal et un doctorat en science politique de l'Université de Toronto.

**Québec**  
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture

Venez voir notre collection de chandails faits en Écosse et nos chemises Viyella.

1184 PLACE PHILLIPS, MONTRÉAL, QUÉ. H3B 3C8 TEL.: 878-1931

**LES GÉNOMES NOUS EMBALLENT**

Rechercher, découvrir, produire. En investissant dans les entreprises de biotechnologie, nous engageons des capitaux, générons leur croissance et multiplions leurs possibilités. Ensemble, nous créons de nouvelles richesses. Et l'idée nous emballe.

**FONDS de solidarité FTQ**  
La force du travail

1 800 361-5017 [www.fondsfqt.com](http://www.fondsfqt.com)

# ÉCONOMIE

En septembre au Canada

## Progression de l'emploi, mais pas de recul du chômage

Au Québec, le taux de chômage demeure également inchangé à 8,4 %

PRESSE CANADIENNE

L'emploi a légèrement progressé en septembre au pays mais le taux de chômage est resté stable à 7,2 %, a rapporté hier Statistique Canada. Au Québec, après une période de six mois où il y a eu peu de changements, le nombre d'emplois a augmenté de 24 000 en septembre.

La vice-première ministre et ministre d'Etat à l'Economie et aux Finances, Pauline Marois, s'est dite «encouragée, dans le contexte d'incertitude actuel, par l'évolution du marché du travail au Québec le mois dernier». Les résultats de septembre portent à 45 500 le nombre d'emplois créés au Québec depuis le début de l'année, ce qui est «presque le double de l'augmentation au Canada au cours de la même période», a souligné la ministre.

En rendant publiques ses données les plus récentes, Statistique Canada souligne cependant que la plus grande partie de l'impact des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis n'est pas reflétée dans les estimations de l'emploi et du chômage de septembre.

Le taux de chômage est demeuré inchangé, à 8,4 %, en septembre au Québec, malgré l'augmentation marquée de l'emploi. Ce résultat s'explique par une hausse du taux de participation au marché du travail, soit de 63,3 % en août à 63,7 % en septembre. La hausse la plus importante a été enregistrée dans les secteurs de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (13 000) ainsi que dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale (7 000).

En Ontario, l'emploi a accusé un léger recul (9 000). Les baisses se retrou-

vent surtout dans les secteurs de l'information, de la culture et des loisirs, des transports et de l'entreposage ainsi que de l'hébergement et des services de restauration.

En septembre, l'emploi à temps plein a grimpé de 52 000 au pays, une hausse qui s'ajoute à la forte augmentation constatée en août. Les progrès constatés en août et en septembre font suite à près d'une année où il y a eu peu de changements dans l'emploi à plein temps.

Par contre, l'emploi à temps partiel a baissé de 32 000 en septembre, pour la quatrième fois d'affilée. Depuis mai, les pertes d'emplois à temps partiel se chiffrent à 98 000. Le nombre de travailleurs indépendants est pour sa part resté stable au cours de la même période. De janvier en septembre, il a reculé de 55 000, soit 2,3 %.

EN BREF

### Cinar négocie avec un acheteur potentiel

(PC) — Les dirigeants de la maison de production montréalaise Cinar sont actuellement en pourparlers avec un acheteur européen potentiel qui n'a pas été identifié, écrivait hier le *National Post*. Selon le quotidien torontois, il s'agirait d'une entreprise de divertissement établie au Royaume-Uni et cotée en Bourse. La société s'est vu accorder un délai de 90 jours pour faire preuve d'une diligence raisonnable à l'égard de l'actif de Cinar, après que deux autres parties eurent retiré leur offre. Ce délai a cependant pris fin vendredi dernier sans qu'une entente ait été conclue, et le conseil d'administration de Cinar subit des pressions croissantes pour éviter que l'entreprise ne tombe aux mains du prédateur boursier américain Robert Chapman.

### La FTQ à la rescousse des employés de Claude Néon

(PC) — L'usine de fabrication d'enseignes Claude Néon de Dorval a fermé ses portes devant l'impossibilité de s'entendre avec le syndicat, confiant ainsi son travail à la sous-traitance, ce qui est dénoncé par la FTQ. Selon le syndicat, l'employeur voulait retirer les clauses de sous-traitance et d'ancienneté dans la convention. Après un lock-out, l'entreprise a fermé ses portes en juillet, mettant à pied les 65 employés. L'entreprise continuerait à faire la vente d'enseignes et le service aurait été confié à des sous-traitants. La FTQ a décidé de porter plainte en vertu de l'article 45 du Code du travail chez des sous-traitants et on attend des dates d'audition devant le ministère du Travail. Le salaire moyen d'un employé chez Claude Néon était de 15 \$.

### La Sabena en difficulté

(AP) — La Sabena a été placée hier sous administration judiciaire, une procédure qui donne au gouvernement belge deux mois pour tenter de sauver la compagnie aérienne de la faillite, dans la foulée de l'effondrement du groupe Swissair. La Sabena, qui envisageait déjà 2000 suppressions d'emplois, a prévenu que des «mesures à grande échelle» étaient à attendre dans le cadre de la réorganisation de la compagnie. La compagnie aérienne belge a été obligée de demander mercredi la protection de la justice pour échapper à ses créanciers, après la défection de Swissair. La compagnie aérienne suisse, elle aussi en pleine déconfiture, qui détient toujours 49,5 % de la Sabena, avait renié sa promesse de verser les 132 millions d'euros (190 millions de dollars canadiens) promis à la Sabena au titre de sa recapitalisation.

### Nouvelle baisse des taux

(Le Devoir) — La CIBC remet cela. Reprenant là où elle avait laissé il y a une semaine, l'institution bancaire a commandé une nouvelle baisse des taux hypothécaires hier. La nouvelle grille prévoit un recul de 20 centièmes pour les hypothèques de un an et moins, de 30 points pour les échéances de deux et de trois ans, de 25 points pour le terme de quatre ans et de 15 ans pour l'échéance de cinq ans. Ce dernier taux passe à 7,05 %. Il tombe à 6,4 % pour l'échéance de trois ans et à 5,15 % pour celle d'un an.

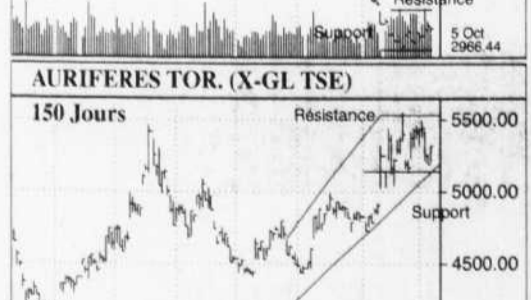
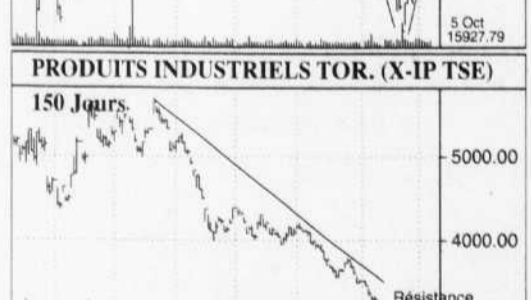
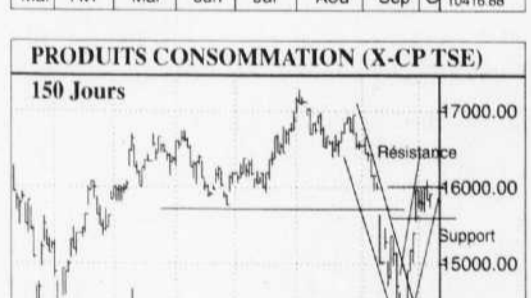
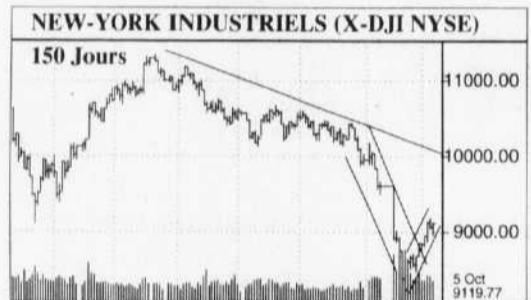
### Attention à une rechute

Michel Carignan

La semaine dernière, nous avons vu le marché confirmer un creux. Je terminais en disant que nous devrions attendre une poursuite pour confirmer une reprise valable. Certes, il y a eu une certaine vague d'acheteurs et les plus audacieux ont probablement bien fait de prendre position vendredi ou lundi dernier. Toutefois, vous constaterez que cette remontée ne représente qu'un repli à la hausse dans une tendance baissière assez lourde sur les indices de New York et de Toronto. Ceux qui ont pris position devraient garder un œil sur leurs valeurs et penser à prendre des profits à court terme dans les prochains jours et de ne pas rester trop engagés dans le cas d'une éventuelle rechute.

Pour le moment, la plupart des indices de secteurs en hausse se sont stabilisés. Comme en fait foi les graphiques des services financiers et celui de la consommation qui sont d'ailleurs très représentatifs de la plupart des secteurs. Remarquez que la hausse s'est effectuée en forme de V, ce qui représente habituellement un mouvement émotif. Méfiez-vous d'une rechute après la pause que nous allons avoir dans les prochains jours. La reprise actuelle aura peut-être été juste un cycle à la hausse dans la forte tendance baissière.

Pour les secteurs qui n'ont pas suivi la hausse comme les minières, les forestières et les industrielles, c'est encore le calme plat. Pas de problème si le support tient. Un mouvement au-dessus ou en dessous de cette formation horizontale sera la réponse. Les aurifères sont présentement sur le seuil de leur deuxième cycle haussier. Surveillez le support. Si les autres secteurs repartent à la hausse, les aurifères vont chuter. Si les autres secteurs décrochent, les aurifères effectueront un autre cycle à la hausse.



### LES TAUX D'INTÉRÊT

Voici les taux d'intérêt en vigueur le 4 octobre 2001 dans les principales institutions financières au Canada. Ces taux sont fournis par les institutions financières.

Banques	Dépôt à terme				Prêt hypothécaire			
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans
HSBC Canada	1,75	2,00	3,25	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05
Nationale	1,75	2,00	3,25	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05
Laurentienne	1,75	2,00	3,25	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05
Royale	1,70	1,95	3,25	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05
Scotia	1,85	2,00	3,25	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05
TD	2,00	2,20	3,25	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05

Fiducies	Dépôt à terme				Prêt hypothécaire			
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans
B. Montréal	2,00	2,00	3,25	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05
CIBC	1,75	1,95	3,00	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05
7.05Desjardins*	1,75	2,00	3,25	3,85	5,70	5,35	6,70	7,15
Desjardins	1,75	2,00	3,25	3,85	5,70	5,35	6,70	7,15
Gr. Investors	—	2,00	3,25	3,85	5,70	5,35	6,40	7,05
London Life	—	2,15	3,65	4,20	5,70	5,35	6,40	7,05
Trust Général	1,75	2,00	3,25	3,85	5,80	5,45	6,70	7,15

\* Taux suggéré par la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

### La rentabilité de la SQ stagne

GÉRARD BÉRUBÉ  
LE DEVOIR

Les résultats du deuxième trimestre, devant être dévoilés dans environ deux semaines, devraient faire ressortir une continuité du mouvement de stagnation de la rentabilité de la Société des alcools du Québec (SAQ). Pour l'ensemble du premier semestre, le bénéfice net n'aura donc augmenté que de quelque 400 000 \$, malgré une progression des ventes brutes d'environ 126 millions au cours de ce laps de temps. Cette stationnarité de la rentabilité n'est pas étrangère à l'augmentation des prix décrétée le 17 septembre dernier.

Selon les informations obtenues de bonne source, la SAQ devrait annoncer, pour son deuxième trimestre clos en septembre dernier, une croissance zéro de son bénéfice net, malgré une augmentation d'environ 70 millions de ses revenus. Au premier trimestre, le bénéfice net n'avait progressé que de 397 000 \$, à 93,9 millions, sur des revenus bruts en hausse de 56,2 millions, à 450,5 millions.

Misant sur l'augmentation du chiffre d'affaires, avec une cible de plus de 2,1 milliards au terme de l'exercice 2001-2002, le président de la SAQ, Gaëtan Frigon, avait expliqué la progression moins rapide du bénéfice net de la société d'Etat au premier trimestre par les investissements consentis visant notamment le développement accéléré du réseau des succursales, l'accentuation des programmes promotionnels et l'amélioration des infrastructures physiques et technologiques.

La SAQ précisait également poursuivre l'intégration de ses systèmes d'information, avec l'injection de 7,5 millions dans le projet VSOP au premier trimestre. La Société d'Etat a ainsi plus de 80 systèmes d'information à intégrer dans le cadre de VSOP. L'exercice prévoyait, au départ, une enveloppe de 15 millions, haussée à 32 millions en première évaluation puis à 50 millions en deuxième. Il est aujourd'hui estimé que l'enveloppe finale pourrait atteindre les 100 millions, croit-on dans le camp syndical.

Cette rentabilité stationnaire viendra amplifier le recul de la marge bénéficiaire nette, de 27 à 24 %, observé entre les exercices 1997 et 2000-2001. Elle ne serait pas étrangère à l'augmentation des prix annoncée le 17 septembre dernier. Depuis cette date, le prix du vin en vrac a augmenté de 15,6 %. Chez les vins les plus chers, l'augmentation peut atteindre 11 % alors que la majoration se chiffre à 2 % dans le cas des spiritueux. Des réductions sont appliquées sur les champagnes et les portos. Une source dans l'industrie a estimé que ces modifications pourraient ajouter jusqu'à 25 millions aux ventes brutes de la SAQ.

Aux États-Unis

### L'emploi s'était détérioré avant les attentats

CAREN BOHAN  
REUTERS

Washington — L'économie américaine a perdu près de 200 000 emplois en septembre selon les données officielles publiées hier, qui montrent que le marché du travail s'était détérioré même avant que les effets des attentats du 11 septembre ne se fassent pleinement sentir.

Le département du Travail a annoncé que 199 000 postes non agricoles ont été supprimés le mois dernier, soit la perte d'emplois la plus élevée depuis les 259 000 emplois supprimés en février 1991 lors de la dernière récession aux États-Unis.

C'est la quatrième fois en six mois que l'économie américaine supprime des emplois. Et c'est une nouvelle fois le secteur des industries de transformation qui a été particulièrement affecté.

Le taux de chômage, cependant, est resté stable, à 4,9 %.

Bien que la statistique tienne compte en partie des attentats, il est improbable qu'ils aient exercé des effets substantiels en raison de la méthodologie, a indiqué le département du Travail. De nombreuses personnes qui ont perdu leur emploi après les attaques aériennes sur le World Trade Center et le Pentagone auront été comptées comme actives si elles ont travaillé au moins une journée durant la semaine de référence du 12 septembre, qui a servi à l'élaboration de la statistique.

Les effets des attentats devraient donc davantage se refléter dans les chiffres du mois d'octobre, comme l'a souligné le département du Travail.

Les pertes d'emplois avaient totalisé 84 000 en août, une révision en baisse par rapport aux 113 000 suppressions annoncées dans un premier temps.

«Cela montre certainement que l'économie était faible au cours de la période qui a précédé les attentats du 11 septembre [...]. À l'évidence, les chiffres d'octobre seront très, très mauvais, avec une hausse du taux de chômage à 5,5 ou 5,6 %», a affirmé Delos Smith, du Conference Board.

Les demandes hebdomadaires d'allocations de chômage ont en effet très fortement augmenté aux États-Unis lors de la semaine close le 29 septembre, pour atteindre 528 000 contre 457 000 la semaine précédente, selon les chiffres annoncés jeudi par le département du Travail. Il s'agit du nombre d'inscriptions au chômage le plus élevé depuis celui de 539 000 de la semaine au 25 juillet 1992.

Par ailleurs, l'agence de placement Challenger, Gray & Christmas a annoncé jeudi que le nombre de licenciements annoncés par les entreprises américaines avait atteint son plus haut niveau de l'année en septembre. Il s'est élevé à 248 332, en augmentation de 77 % par rapport à août et en progression de plus de quatre fois sur la même époque de l'année dernière.

Dans une proportion de 81 %, ces annonces de suppressions d'emplois sont survenues après les attentats.

## Simulation Boursière

**Que diriez-vous de gérer un portefeuille de \$ 250 000 ?**  
(en argent virtuel, bien sûr!)

**www.decisionplus.com**

*Construisez et testez vos propres stratégies d'investissement. Utilisez les outils financiers efficaces et performants de DECISION-PLUS pour évaluer vos décisions. Transigez tous les titres inscrits sur les Bourses nord-américaines en utilisant un véritable engin de transactions. Liquidité et positions seront ajustées instantanément dans votre portefeuille. De plus, lors de votre inscription, vous serez automatiquement inscrit aux groupes de discussion et vous discuterez avec d'autres participants ou les utilisateurs habituels.*

*Pour rendre cette petite compétition encore plus intéressante, nous y avons même ajouté des prix... en argent comptant!*

**1er prix: \$ 1 000**  
**2e prix: \$ 300**  
**3e prix: \$ 200**

**Decision+**

Téléphone: (514) 392-1366 Sans frais: 1-877-392-1366

\* Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter les règlements.

## Croquez dans la réforme scolaire



**Demandez votre échantillon gratuit de la revue de l'heure dans le réseau scolaire**

Le Point en administration scolaire (514) 277-4544, poste 240

[www.lepointadm.com](http://www.lepointadm.com)

LE MARC BOURSIER

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

Table with columns: Titrer, Volume, Haut, Bas, Form. Var. for various stock indices and sectors.

TORONTO

Table with columns: TSE 300, Dow Jones, Dollar, \$ canadien, \$ New York, 64.01 € us, 291.40 \$us

LES DEVISES

Table with columns: Devise, Taux, Devise, Taux, Devise, Taux, Devise, Taux

COUP D'OEIL



LA BOURSE DE TORONTO

Table with columns: TSE 35, TSE 100, TSE 200, TSE 300, Institutions financières, Pétroliers, Industriels, Aurifères, Pâtes et papiers, Consommation, Immobilières, Pipelines, Services publics, Communications, Ventes au détail, Sociétés de gestion

Canadian Venture

Table with columns: Indice Composé, 28547, 2857.56, +10.77, 0.4

Le Marché Américain

Table with columns: 30 Industrielles, 20 Transports, 15 Services publics, 65 Dow Jones Composites, Composite NYSE, Indice AMEX, S&P 500, NASDAQ

Les plus actifs du Toronto

Table with columns: Compagnies, Volume, Haut, Bas, Form. Var., Var. (%)

Les plus actifs du Canadian Venture

Table with columns: Compagnies, Volume, Haut, Bas, Form. Var., Var. (%)

Decision+

Advertisement for Decision+ featuring a quote: 'Un défi boursier des plus payants: \$ 1 500 en prix' and contact information for Claude Chasson.

## IDÉES



ZAHID HUSSEIN REUTERS

Tout bombardement aurait tôt fait de devenir parfaitement inefficace et hautement immoral. Le pays est exsangue et les conditions de vie des Afghans se détériorent plus vite encore.

## Feu orange à une opération militaire sans précédent

La guerre «zéro mort» est terminée. Les modèles de la guerre du Golfe en 1991 et contre la Serbie en 1999 sont peu pertinents.

CHARLES-PHILIPPE DAVID

L'auteur est titulaire de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. Il est l'auteur de *La Guerre et la Paix - Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, publié par les Presses de Sciences Po à Paris. Pour plus d'information sur les questions stratégiques, on peut consulter le site [www.unites.uqam.ca/dandurand](http://www.unites.uqam.ca/dandurand).

L'opération militaire qui se dessine en Afghanistan sera sans précédent, et il vaut mieux qu'elle ne répète pas les erreurs du passé. Les États-Unis disposent de plus d'un million de soldats, mais seulement quelques dizaines de milliers sont disponibles et entraînés aux opérations spéciales. Lorsque les forces d'intervention aéroportées furent utilisées en avril 1980 pour tenter de libérer les otages américains séquestrés en Iran, elles échouèrent lamentablement dans le désert. Elles ne parurent guère plus compétentes en 1989 pour capturer Manuel Noriega au Panama; elles mirent près d'une trentaine de jours pour y trouver et déloger le dictateur. Peut-on craindre la répétition d'un tel scénario avec Oussama ben Laden? Tout dépendra de la compétence, de l'information et de l'efficacité des troupes d'élite Delta, des Navy Seals et des Bêrets verts pour surprendre et détruire les camps terroristes d'al-Qaïda dans l'est de l'Afghanistan. Pour la première fois également, cette riposte américaine et britannique (avec le concours des SAS, aguerris par leur combat contre l'IRA) se fera probablement au prix de pertes humaines parmi les soldats. La guerre «zéro mort» est terminée car le Pentagone ne pourra plus faire l'économie du déploiement de troupes au sol. Les modèles de

la guerre du Golfe en 1991 et contre la Serbie en 1999 sont en ce sens peu pertinents.

L'illusion de la guerre parfaite et technologique, se basant sur l'emploi de la seule arme aérienne pour faire plier un adversaire, ne peut s'appliquer dans le cas de l'Afghanistan, d'autant qu'il n'y a rien à bombardier et que tout bombardement aurait tôt fait de devenir parfaitement inefficace et hautement immoral. La capitale, Kaboul, est déjà aux deux tiers détruite, le pays est exsangue et les conditions de vie des Afghans se détériorent plus vite encore à la suite des bombardements. Là se situe un autre défi de taille: le drame humain qui a déjà commencé et qui ne manquera pas de s'accroître, pendant et après une attaque américaine. Si la riposte contre Oussama ben Laden peut être réussie, il est beaucoup moins sûr que l'on ait mesuré, à la Maison-Blanche, toutes les conséquences humaines et politiques d'une attaque américaine. Il est à prévoir que l'Afghanistan s'ajoute ainsi à la liste des États et des territoires qui se retrouvent sous quasi-protectorat international, comme le Timor oriental, la Bosnie et le Kosovo, des exemples plus ou moins réussis de «mise en tutelle».

### Le Kosovo multiplié par trois

Multipliez par trois le drame humanitaire du Kosovo, il y a deux ans, et vous aurez une idée approximative de la portée de l'ingérence obligée que ne manquera pas de provoquer l'action militaire américaine. Pour tout dire, la dernière chose que celle-ci doit faire est de répéter les erreurs de la Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle et de l'URSS au XX<sup>e</sup> siècle: l'Afghanistan ne peut être conquis ni soumis. Même Genghis Khan et ses Mongols, rappelle-t-on, ne réussirent pas, au XIII<sup>e</sup> siècle, à mettre fin à l'islamisation de l'irréductible Afghanistan... À moins que George W. Bush n'ait percé le secret d'Alexandre le Grand, et sauf à croire notamment que l'appui à l'Alliance du Nord est une manière de pacifier l'Afghanistan, il y a fort à parier que l'histoire se répètera. L'Alliance du Nord n'est pas la panacée et ne reçoit nullement l'appui de la majorité des Pashtouns, qui reculent autant cette alliance qu'ils détestent les talibans.

Le retour du vieux roi ne suffira pas. Aussi, de toute évidence, les États-Unis et leur coalition fortuite d'États de la région auront du pain sur la planche. Car si attaquer Oussama ben Laden et al-Qaïda ne semble déjà pas une mince affaire, occuper (sinon s'occuper de) l'Afghanistan représente un défi encore plus redoutable et risqué.

Dans toute cette crise, que reste-t-il de l'ONU et du droit international, que l'on semble avoir tristement et maladroitement oubliés? On se met à rêver et à penser aux Woodrow Wilson, Raoul Dandurand, Lester Pearson ou Jean Monnet... Pourquoi ne pas présenter la preuve d'inculpation d'Oussama ben Laden au Conseil de sécurité de l'ONU afin de légitimer aux yeux du monde entier et dans la cour de l'opinion publique internationale l'obligation d'extradition et de punition à l'encontre du chef d'al-Qaïda? Pourquoi ne pas obtenir et adopter des résolutions contraignantes et hautes médiatisées à l'ONU pour agir face à l'Afghanistan, comme la diplomatie l'a fait il y a dix ans contre l'Irak? Pourquoi ne pas profiter de l'existence d'une cour criminelle internationale pour lui donner (lorsque les États-Unis, entre autres, auront ratifié sa création) son premier mandat d'arrestation et de traduction en justice de ben Laden, et ce, devant des juges politiquement et religieusement impartiaux? Rien ne ferait plus

mal, rien ne marginaliserait autant al-Qaïda qu'une condamnation des terroristes à la ben Laden par un tribunal international et comptant entre autres un ou plusieurs juges musulmans.

### Le risque de la «guerre sainte»

Une action unilatérale américaine contre ben Laden et en Afghanistan comporte justement tous les risques d'une conflagration qui donnerait raison aux partisans de la guerre des civilisations. Il serait terrible d'aboutir à la guerre sainte que tous les pays, et a fortiori les États-Unis, veulent éviter. Ce résultat, présume-t-on, constitue le but recherché par al-Qaïda, qui ne manquera pas d'offrir une multitude de nouveaux martyrs pour les enfants de sa cause, et ce, afin de se venger des Américains pour les décennies à venir.

L'antiaméricanisme qui se manifeste, à Montréal et ailleurs, a beau jeu de dénoncer le réflexe unilatéraliste de George W. Bush, d'autant que celui-ci fait apparemment fi des leçons de son père (apprises en 1990), pour ne retenir que l'attitude à la Rambo d'un Ronald Reagan (dans les années 80). Pourtant, les États-Unis auraient tout à gagner d'une manipulation au mérite des mécanismes onusiens, qui justifieraient sans nul doute la cause américaine. Une attitude et des décisions d'avantage multilatérales auraient vite fait d'éteindre la pyromanie antiaméricaine qui sévit. Celle-ci ne trouverait que peu d'échos dans les cercles intellectuels et universitaires car elle prêterait sa principale cible et sa principale raison d'être, soit la dénonciation de l'arrogance américaine. Certes, les Américains ont des problèmes avec le monde en raison de leur ignorance et parfois de leur morgue, qui ne fait aucune place aux nuances, en raison également de cette constante volonté de dicter la ligne de conduite au reste de la planète. Faut-il pour autant tout vouloir jeter par la fenêtre, le président et ses conseillers en passant par les élus, les médias et, pour en finir, les chefs d'entreprise, voire tout le système politique et le modèle américain, accusés d'être responsables d'un manichéisme qui dessert entièrement la cause de la paix et du progrès? Il y a là un pas facile, simpliste et abusif qu'il me paraît délicat de franchir. On devrait plutôt se demander ce que nous faisons ici au Canada pour infléchir la position américaine dans une direction d'avantage multilatéraliste. Or à peu près rien ne transpire à ce sujet, tel un aveu d'omission, voire de démission des intellectuels et des décideurs devant des idées et des actions qui veulent rallier plutôt que diviser l'opinion publique à la cause de la répression immédiate puis de la prévention à terme du terrorisme transnational.

Rien n'est plus pareil parce que la modernité s'accompagne d'une immense vulnérabilité. L'Amérique du Nord s'est imaginée rester à l'écart des effets pervers et violents de cette modernité. Nous venons de réaliser que l'exportation des valeurs et du modèle occidentaux s'accompagne de responsabilités aussi grandes envers le reste du monde qu'envers nous-mêmes: entre autres, celle de s'intéresser et de se préoccuper davantage des enjeux de sécurité, sans lesquels la prospérité ne peut rien dire. Imaginons un seul instant, au cours des prochains mois, d'autres actions spectaculaires comme celles du 11 septembre... On prend alors toute la mesure des effets destructeurs pour l'économie mondiale des dilemmes de sécurité qui foisonnent ici et là dans le monde. Il est grand temps de se préoccuper de ces dilemmes avant d'accorder la seule priorité à l'élargissement des marchés et de la démocratie.



Denise Bombardier

## Le faux hommage à Pierre Nadeau

Que l'on ne se trompe pas. Le très cher Pierre Nadeau mérite tous les compliments que lui ont faits ses laudateurs au cours du Gala des prix Géméaux, dimanche dernier, alors qu'on l'honorait. Une rétrospective de son travail nous a fait redécouvrir, si besoin était, l'ampleur de son expérience journalistique. Pierre Nadeau fut tout à tour un grand reporter plus qu'audacieux, un correspondant de classe, un intervieweur redoutable et un animateur dont la notoriété le disputait en crédibilité. Et cela, avec une élégance à la fois physique et langagière dont on devrait prendre exemple. Dimanche dernier, donc, cet homme timide, emporté par l'émotion au moment de prendre la parole, en a même perdu le fil de sa pensée, un trait qui ne l'a jamais caractérisé. Dans la salle, plusieurs ont versé une larme. On aurait souhaité que ce fut pour une autre raison.

Car il y a de quoi pleurer à voir avec quelle légèreté notre société laisse partir tant de talent, d'expérience et de mémoire. En ces temps sombres et difficiles où les médias jouent un rôle crucial, que fait un homme comme Pierre Nadeau, lui qui a parcouru tous ces pays sur lesquels les jeunes journalistes s'empressent de lire en vitesse l'ABC de la géopolitique? Il est spectateur, chez lui dans son salon, piaffant secrètement, mais cela, il ne l'avouera jamais. Quelle tristesse, malgré l'hommage, que de voir Peter Jennings, chef d'antenne en pleine gloire au réseau ABC, qui a dominé de son talent maîtrisé et rassurant la «couverture» des jours tragiques de son pays d'adoption, vanter les qualités de son ami aujourd'hui hors circuit. Deux hommes doués, avec une expérience équivalente sur le plan international et du même âge. Or le Canadien devenu Américain, est au sommet de son métier, et le Québécois, lui, est en quelque sorte considéré à l'imparfait. D'ailleurs, il est à noter que tous les chefs d'antenne des grands réseaux américains ont atteint ce que l'on considère chez nous une tare, l'âge canonique.

Le président de CBS News expliquait un jour la pertinence de garder à l'antenne le présentateur mythique Walter Cronkite, alors âgé de plus de 70 ans, en faisant observer que les téléspectateurs ne souhaitent pas se faire annoncer et expliquer des tragédies par un jeune («by a kid»). Il est des heures dans l'histoire où l'expérience, la maturité, la force tranquille et la compétence, sont requises. L'Europe a toujours compris cela. Les États-Unis aussi, ce pays où le dynamisme n'est pas considéré comme l'apanage des seuls jeunes.

La semaine dernière, je me suis également retrouvée dans une conférence, entourée de médecins, fin cinquantaine, début soixantaine, tous retraités. Ces neurochirurgiens, chirurgiens cardiaques, internistes, gastro-entérologues et pédo-neurologues s'occupent de leur jardin, assistent à des concerts, observent la Voie lactée, font du jogging, jouent au tennis. Ils affirment être heureux mais n'ont de cesse de parler de leur métier, des patients, et de s'inquiéter du système de santé en péril. Ils ont choisi la retraite, bien sûr, mais n'ont pas tout fait pour les y inciter, et de la façon la plus sournoise, souvent en les piégeant dans leur pratique quotidienne? Ces médecins, savants, expérimentés, passionnés par leur science, ne seraient-ils pas de bon conseil auprès des jeunes praticiens, ne pourraient-ils pas contribuer à freiner la détérioration du système par une présence épisodique dans les hôpitaux, ne serait-ce qu'à titre de consultants? Leur science, leur expérience, la société n'en a que faire. Alors, ils s'occupent de leurs plates-bandes, soignent les bobos de leurs petits-enfants et entretiennent leur réseau personnel de docteurs spécialistes au cas où eux-mêmes ou leurs proches en auraient besoin.

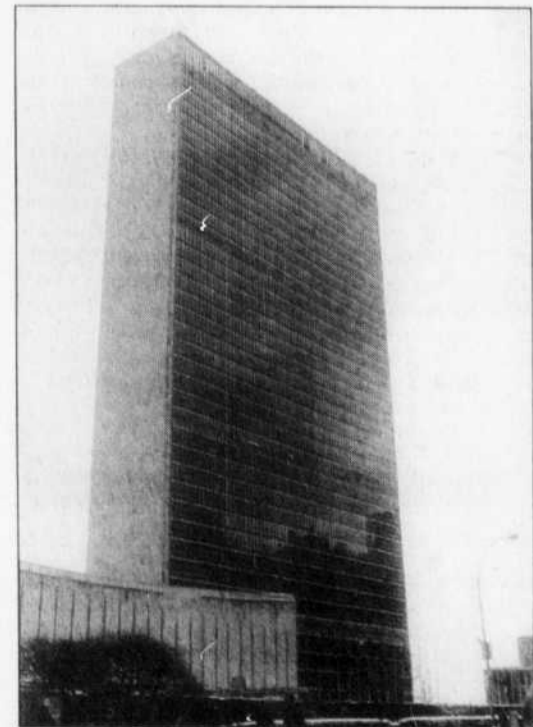
Et que dire des infirmières prématurément retraitées à cause de la diligence passée du gouvernement? Toutes ces femmes qui sont parties avec un savoir infirmier plus imposant que la somme d'argent qu'on leur a cédée pour qu'elles débarrassent les lieux, a-t-on évalué l'impact de leur décapitation dans les hôpitaux? Et que font désormais ces ex-infirmières cinquantenaires? Elles lisent, elles voyagent, elles s'occupent de leurs chiens et chats, elles jardinent aussi. C'est fou comme les retraités des services de santé retournent à la terre et aux animaux. L'une d'elles, spécialisée en salle d'opération, s'active aujourd'hui en donnant deux injections d'insuline par jour au chat diabétique de sa sœur (ça ne s'invente pas). Heureux chat privilégié, qui reçoit ses soins à domicile.

Le Québec, contrairement à d'autres sociétés, préfère le changement à tout autre mouvement. «On l'a assez vu» est un de nos slogans préférés. On devrait l'inscrire en lieu et place du «Je me souviens» sur nos plaques minéralogiques. On annoncerait plus honnêtement la couleur de notre identité collective.

[denbombardier@earthlink.net](mailto:denbombardier@earthlink.net)

### Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.



ARCHIVES LE DEVOIR

Dans toute cette crise, que reste-t-il de l'ONU et du droit international?

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Valérie Dufour (général), François Cardinal (actualité municipale), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Dominique Remy, Josée Boileau, Eric Desrosiers, Pauline Gravel (scientifique), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Precourt (pages d'éditorial, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (titres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Claude Lévesque, Claude Turcotte, René Lewandowski; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy (commis). La documentation : Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Mariève Côté, Martin Fournier, Véronique Géraud, Anouk Hurburt, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bedard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Pilon, Yanick Martel, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable intérimaire), Hélène Gervais, Dominique Larivière, (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleurs), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Lapierre, Caroline Perrier, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Bischoff (vice-président exécutif et directeur général).

## É D I T O R I A L

## Bientôt les représailles

Voilà 26 jours, le monde entier était brutalement réveillé par les attentats suicide du World Trade Center et du Pentagone. La première guerre du XXI<sup>e</sup> siècle aussitôt promise par le président George W. Bush ne s'est pas encore traduite en actions militaires, mais cela ne devrait plus tarder. Y sommes-nous préparés?

N ombreux sont ceux qui, dans les heures et les jours qui ont suivi les événements du 11 septembre, ont craint une réaction trop vive et trop rapide de la part des États-Unis, inspirée par l'instinct de vengeance. D'un président républicain entouré majoritairement de faucons, on attendait le pire, surtout lorsqu'il a lui-même revêtu les habits de shérif du Far West en mettant à prix la tête d'Oussama ben Laden, qu'il voulait mort ou vif au nom d'une «justice infinie». Pourtant, avouons qu'il a su jusqu'ici refréner ses instincts primaires pour préparer une offensive adaptée aux circonstances.

George W. Bush n'a certainement pas la stature d'un Roosevelt, stature que, par patriotisme, ses concitoyens lui attribuent volontiers aujourd'hui. Reconnaissons-lui toutefois un sens de la mesure que l'on ne pensait pas trouver chez lui. Il a su écouter tous les avis, particulièrement ceux de ses alliés qui lui ont fait comprendre qu'il ne fallait pas engager une guerre des civilisations. D'où les distinguos entre le terrorisme islamiste et les musulmans; d'où ses efforts à rallier les pays arabes à la riposte qu'il prépare; d'où, finalement, sa déclaration prudente, mais néanmoins étonnante, faite mardi sur le droit des Palestiniens à avoir un État. Sur le plan intérieur, on le voit même se transformer, chose étonnante pour un républicain, en interventionniste pour soutenir l'économie américaine.

Le George Bush d'aujourd'hui est bien différent de celui dont on disait, voilà encore quelques semaines, qu'il était le président le plus nul qu'aient eu les États-Unis en matière de politique étrangère. Cela dit, malgré le cours accéléré qu'il vient de suivre, on peut toujours craindre la perte de contrôle et le dérapage au moment crucial qui, on le sent, approche. Les signaux qui parviennent de Londres et de Washington laissent croire que les mesures de représailles d'ordre militaire sont pour bientôt et viseront directement le régime taliban. On ne peut atteindre Oussama ben Laden et les réseaux terroristes qu'il dirige ou inspire qu'en visant ce régime qui les cautionne et les protège.

Quelle que soit l'ampleur des représailles à venir s'engagera dès leur déclenchement un enchaînement d'événements et de réactions dont on ne sait de quoi ils seront faits. À Washington, on prépare l'opinion publique au pire en prévenant qu'il y aura de nouveaux attentats terroristes. Et on ajoute qu'aucun pays allié ne peut se croire à l'abri, y compris le Canada. Quelle est la part de propagande et de vérité dans ces affirmations du FBI? Ce qui est certain, c'est qu'un tel engrenage pourra vite conduire à une escalade inspirée par les faucons qui habitent le Pentagone. Le président Bush saura-t-il leur résister lorsqu'ils reviendront à la charge pour attaquer l'Irak et abattre enfin Saddam Hussein, obsédés qu'ils sont par leur désir de conclure le travail laissé en plan après la guerre du Koweït?

On le sait, l'influence des alliés sur George W. Bush y est pour beaucoup dans l'attitude adoptée par ce dernier jusqu'à maintenant. Il ne peut aller seul en guerre, et il l'a compris en faisant appel dès le départ à l'OTAN, qui peut le mieux tempérer les ardeurs guerrières de certains conseillers du président. Certes, les États-Unis dominent cette organisation qui compte heureusement plusieurs membres plus aguerris à la lutte contre le terrorisme que ne le sont les États-Unis. L'OTAN est une organisation qui n'est pas que militaire. Elle est aussi un forum politique au sein duquel doivent se forger les consensus quant aux mesures de représailles à mettre en œuvre.

La voix du Canada n'est pas la plus forte au sein de ce forum, mais elle ne doit pas craindre de s'y faire entendre. La droite canadienne reproche volontiers au premier ministre Jean Chrétien sa prudence, son manque de vigueur, voire sa modération. Dans les circonstances, ce que nous attendons du gouvernement canadien n'est pas tant de faire preuve de modération que de pondération. Il y a, entre ces deux attitudes, tout un monde de différence. La guerre contre le terrorisme est nécessaire et doit être vigoureuse, mais il faut s'assurer de frapper la bonne cible.

L'attitude adoptée par le gouvernement Chrétien dans les jours qui ont suivi les attentats du 11 septembre a pu laisser croire que le Canada demeurerait sur son quant-à-soi. Le retard à mettre sur pied le comité ministériel de coordination sur la sécurité, dont la formation n'a été annoncée que lundi, témoigne non pas tant de l'hésitation du gouvernement à agir que de son manque flagrant de préparation. Jamais avait-on imaginé devoir affronter une telle situation. Mais depuis une dizaine de jours, on semble s'être ressaisi. En conséquence se prépare une série de mesures qui seront soumises au Parlement à la mi-octobre et dont on pourra juger à la pièce de la rigueur et de la pertinence.

Ce comité sur la sécurité jouera un rôle décisif à la condition qu'il soit autre chose qu'un simple lieu de coordination. Il doit aussi être un lieu de décision, une sorte de cabinet restreint. Son président, le ministre des Affaires étrangères John Manley, aura toutefois fort à faire pour faire prendre à l'appareil gouvernemental les virages nécessaires et l'amener vers davantage de cohérence dans ses politiques. Il y a une limite, disait-il hier, à vouloir «être à la table du G8 et à s'esquiver à la salle de bains au moment où la note arrive».

John Manley, qui n'est ni un faucon ni un doux rêveur, ouvre là un débat qui concerne l'ensemble des Canadiens et dont on ne peut faire l'économie. L'angélisme dont font preuve les Canadiens lorsqu'il faut aborder les questions de sécurité intérieure ou extérieure est bien connu. Il est de l'ordre du réflexe instinctif, comme le montre l'attitude du comité du Sénat, qui refuse d'accélérer l'étude du projet de loi C-11, qui resserre les règles sur le contrôle des réfugiés présentant des risques de sécurité. Or on ne peut laisser passer les événements du 11 septembre sans poser la question du degré de sécurité que nous souhaitons et du prix que nous sommes prêts à payer pour cette sécurité. Ce qu'il faut espérer, c'est que nous pourrions trouver une réponse avant que d'autres attentats ne surviennent car ce qui semble certain, c'est que nous ne sommes pas prêts à faire face à la situation si les sombres prédictions du FBI devaient s'avérer.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Redacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information MICHEL VENNE  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

## CÉGÉPS: LA TAXE À L'ÉCHEC SERA ABOLIE...



## L E T T R E S

## L'homme ne vit pas que de pain

Une réflexion sur une phrase d'une lettre parue le 26 septembre et signée Stéphane Venne... Il écrivait: «Quel est le poids de l'art, ou du divertissement, ou de la chanson, par rapport aux vrais drames du monde?»

Mireille et Jean Nohain ont déjà répondu: «Quand le facteur part en tournée, on l'entend toute la matinée fredonner, parce que ça lui donne du courage...» L'homme ne vit pas que de pain. Les producteurs d'aliments biologiques nourrissent notre corps, et l'expression spirituelle et artistique nourrit notre cœur. Chaque jour, quatre Québécois se suicident. Certaines des chansons de Stéphane Venne (*Et c'est pas fini*) nous aident à vivre, tout comme celles de tant d'autres artistes que je n'ai pas assez d'espace pour nommer ici, tout comme Bach, Mozart, Turenne, le vent, le firmament et tout ce que la beauté nous fait la grâce d'apercevoir ou d'entendre et qui élève notre cœur.

Est-ce une œuvre légère d'accueillir la joie, l'amour, l'espoir que l'infini leur inspire et de les verser ensuite en mots et en musique dans le cœur d'autrui? Ceux qu'ils aident à vivre en aident d'autres à leur tour, dans cette mer infinie qui nous porte tous vers d'autres rivages, avec ceux qui ne sont plus et ceux qui nous suivront. «J'avais juste envie qu'on m'ouvre une porte», écrivait Venne à ses débuts. Cette por-

te, ses chansons l'ont ouverte à d'autres.

Est-ce une œuvre légère d'aimer, de transmettre l'amour? Brel chantait (*Quand on n'a que l'amour*): «Alors, sans avoir rien que la force d'aimer, nous aurons dans mains, amis, le monde entier!»

Mireille Chapleau  
Montréal octobre 2001

## Le Parti québécois sérieusement blessé

Le Parti québécois a subi une défaite amère et lourde de conséquences.

Avec un taux de participation élevé, plus particulièrement dans Jonquières (63 %) et Laviolette (64 %), et avec une organisation sur le terrain qui n'est pas en cause, les résultats invitent le Parti québécois et son chef, Bernard Landry, à une réflexion substantielle suivie, espérons-le, de gestes concrets teintés de démocratie (augmentation de projets de loi adoptés à toute vapeur à la fin des sessions) et d'écoute véritable du peuple québécois.

La population de ces comtés envoie un message clair au gouvernement Landry: rapprochez-vous du vécu et des attentes des citoyens du Québec. Arrêtez de vous gargariser avec des commissions parlementaires, même celles qui se déplacent en région, en vous imaginant que le peuple est consulté. Les gens croient à la nécessité des fusions municipales, aux ré-

formes dans le secteur de la santé et de l'éducation. Ils ont épousé leurs projets, leurs orientations dans ces domaines, mais ils leur disent non et non à la façon de les implanter, et ils ont raison. Il y a trop souvent, dans l'implantation de leurs projets, une planification à très court terme influencée par le corporatisme ou des groupes de pression.

Le peuple québécois a acquis de la maturité. Il ne se laisse plus «conquérir» par des promesses électorales ou des subventions qui frisent les millions, surtout annoncées à la Duplessis.

Il ne s'agit pas seulement de prendre acte du message de la population ou de le recevoir avec humilité, comme l'affirmait le ministre Gilles Baril à TVA midi le 2 octobre dernier.

Il leur faut parcourir le Québec mais quitter les autoroutes, circuler sur les routes «secondaires» et surtout écouter ceux et celles qui vivent leur quotidien.

Je crois qu'ils leur diront qu'ils ne veulent pas de référendum.

Le gouvernement sous le leadership de M. Landry a reçu une gifle retentissante. Espérons qu'il fera un virage dans sa façon de gouverner, sinon les électeurs, aux prochaines élections générales, l'inviteront à une retraite forcée, et il y aura sûrement des nationalistes et même des souverainistes parmi les électeurs.

Jean Bourbeau  
Drummondville, 3 octobre 2001

## REVUE DE PRESSE

## Du féminisme antiaméricain après le 11 septembre

Antoine Robitaille

P our certains, tout est clair: «Qui sème le vent récolte la tempête.» Les États-Unis n'échappent pas à la règle, et ils devraient l'avoir compris depuis qu'ils ont pris plein la gueule le 11 septembre dernier. Surena Thobani, professeure en études féministes à l'université de la Colombie-Britannique et ancienne présidente du Comité d'action national sur le statut des femmes, a tenu ce genre de discours lundi lors d'un colloque à Ottawa. S'est ensuivi un véritable tollé dans les journaux du ROC (*rest of Canada*).

Thobani estime en effet qu'à la source des attentats, il y a la politique étrangère «sanglante» des États-Unis: «Du Chili au Salvador, au Nicaragua et à l'Irak, la piste suivie par la politique étrangère américaine est maculée de sang», a-t-elle affirmé.

D'ailleurs, «les États-Unis sont actuellement la force planétaire la plus dangereuse et la plus puissante, et ils déclenchent des niveaux de violence effroyables». Pour Thobani, il y a un lien à faire avec la condition des femmes: «Il n'y aura aucune émancipation des femmes, où que ce soit sur cette planète, tant que la domination de l'Occident n'aura pas pris fin.»

La réaction a été véhémente. Et, notons-le, elle est presque exclusivement venue de plumes féministes. Selon Margaret Wenthe, du *Globe and Mail*, Thobani est simplement «stupide, comme ses propos», lesquels n'auraient du reste pas attiré tant d'attention de la part des médias dans l'ère «pré-Durban, pré-11 septembre». Chose certaine, la professeure peut tenir ce discours chez nous puisque la liberté d'expression est garantie. Bref, il faut «remercier» Mme Thobani de nous faire prendre conscience de ce que nous avons à défendre, c'est-à-dire certaines valeurs occidentales avec lesquelles les terroristes, justement, veulent en finir. Wenthe ajoute ne pas

comprendre que de nombreuses féministes, dont Thobani, nient ce qui suit: «L'émancipation des femmes, où que ce soit sur cette planète, dépend principalement de la progression des valeurs démocratiques occidentales.» La chroniqueuse note ensuite que celles qui, comme Mme Thobani, travaillent dans le monde communautaire féministe (la professeure œuvre aussi dans le monde des refuges pour femmes battues) sont souvent «prisonnières d'une rhétorique stérile sur l'oppression des femmes». Leur travail est précieux, insiste Wenthe, mais des propos comme ceux qu'a tenus Thobani nuisent à cette cause juste.

Licia Corbella, dans le *Calgary Sun*, s'en prenait jeudi à l'aspect féministe du discours de Thobani, qu'elle considère comme «absolument erroné». Pour le prouver, la chroniqueuse Corbella se penche sur le pays d'origine de Thobani, la Tanzanie.

Bien que meilleure que dans certains autres pays africains, la vie est assez misérable pour les Tanzaniennes, affirme Corbella. «Si elle devient enceinte avant l'âge de 21 ans, la femme tanzanienne peut être condamnée à deux ans de prison. Aussi, à peu près 18 % des Tanzaniennes [...] souffrent des mutilations génitales qu'elles ont eu à subir.» Corbella poursuit en donnant plusieurs exemples de violation des droits humains en Tanzanie et termine en écrivant: «Il semble bien que Thobani serait plus utile en Tanzanie qu'au Canada.» Mais, là-bas, Thobani «devrait s'habituer à militer derrière les barreaux», conclut la chroniqueuse.

«C'est le féminisme qui a été détourné!», s'indignait Mindelle Jacobs dans le *Edmonton Sun*. Nulle surprise que tant de femmes délaissent l'étiquette de féministe «lorsqu'on voit ce que certaines représentantes en font», écrit Jacobs. La chroniqueuse ironise en disant que les «femmes de l'Afghanistan seraient bien sur-

prises d'apprendre que l'Occident est le plus grand oppresseur au monde alors qu'elles ont à subir les violations des droits humains les plus brutales qui soient. Les femmes afghanes croiraient avoir abouti au paradis si on leur accordait les libertés les plus élémentaires des femmes des démocraties libérales.»

Pour Christie Blanford, du *National Post*, Thobani n'est que le produit du Canada de Jean Chrétien, englué dans la pensée multiculturaliste. «Mme Thobani est une femme profondément et mystérieusement en colère, malgré une vie de subventions et de postes universitaires, sans compter les excursions, aux frais des contribuables, à tous ces endroits exotiques de la planète à l'époque où elle dirigeait le Comité d'action national sur le statut des femmes.»

En éditorial, le *Post* fait remarquer que la «civilisation occidentale est la première dans l'histoire à exulter à l'idée qu'on la descende en flammes». Par conséquent, on trouve habituellement normal de subventionner des gens qui se consacrent à cette tâche. Sauf que Sunera Thobani, cette fois, «a dépassé les bornes» en «rachant sur la mémoire des victimes du 11 septembre».

En éditorial, le *Globe and Mail* dénonçait le raisonnement qui faisait des États-Unis le pire bourreau du monde, affirmant que rien ne justifie les atrocités du 11 septembre. Le *Globe* concédait que «la conduite des États-Unis sur la scène internationale n'a pas toujours été admirable» mais ajoutait que «le bien qu'a fait la seule superpuissance dans le monde» l'emporte sur les dommages qu'elle a pu causer. À preuve, pour le *Globe*, les interventions en Haïti, en Somali et en Bosnie.

Il fait remarquer enfin qu'à «trois occasions au moins — en Bosnie, au Kosovo et dans le golfe Persique —, ceux pour qui ils sont intervenus étaient des musulmans». Pour le *Globe*, «le réflexe antiaméricain, si courant au Canada, n'a jamais semblé si juvénile et creux» que depuis les attentats.

# LE DEVOIR

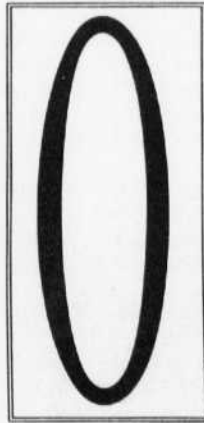
# SANTÉ

*Le syndrome d'alcoolisation fœtale, un phénomène encore mal connu au Québec*

## Les enfants de l'alcool

Une dizaine de bébés sur 1000 viendraient au monde avec des anomalies et des déficiences, parce que leur mère a trinqué un peu trop souvent en cours de grossesse. On soupçonne même le fléau de l'alcoolisation fœtale de jouer un rôle dans la flambée de la délinquance et des troubles de l'attention constatée à l'école. Mais que sait-on de l'ampleur réelle du phénomène? À peu près rien.

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR



Officiellement, Santé Canada évalue, sur la base de projections démographiques, à 500 le nombre des enfants nés chaque année au Canada avec le syndrome d'alcoolisation fœtale (SAF). Mais la guerre des chiffres se poursuit. Des études font état de chiffres trois à quatre fois plus élevés pour ce qui est des enfants affectés par l'alcool bu par leur mère. Au Québec, cela voudrait dire 80 000

personnes touchées depuis que l'on a diagnostiqué le SAF pour la première fois en 1973.

Faute d'études épidémiologiques, on se rabat donc sur des projections.

Mais, si l'on ignore toujours le nombre des enfants qui en sont atteints, on connaît par contre de mieux en mieux les ravages causés par le SAF. La plupart des gens croient que l'alcool bu par la mère fait de ces enfants des alcooliques à la naissance. Ils n'ont pas tort. Le problème, c'est que les dommages de l'alcool ne s'arrêtent pas là.

Les effets de l'alcool sont légers sur le système nerveux central, de sorte que le SAF est la première cause de retard mental au Canada, avant le syndrome de Down (mongolisme). Avec un quotient intellectuel moyen de 70, les enfants atteints du SAF peinent à progresser dans le milieu scolaire normal sans aide particulière.

On sait maintenant que l'alcool laisse aussi sa marque sur le développement physiologique des enfants, affectés de malformations du crâne et du visage tout à fait typiques. «Ces enfants ont des crânes plus petits, des globes oculaires plus petits et un faciès aplati. La lèvre supérieure, presque inexistant, les fait ressembler à de petits lutins», explique le Dr John Sader, l'un des rares experts de l'alcoolisation fœtale au Canada.

Le SAF entraîne aussi de multiples autres problèmes physiologiques comme le bec-de-lièvre, la myopie et des troubles de l'ouïe. C'est que, de la conception aux premières semaines de vie du fœtus, «l'alcool agit comme un agent cytotoxique qui entraîne la mort des cellules nerveuses et cause des aberrations chromosomiques», affirme un rapport sur l'alcoolisation fœtale produit par le Service correctionnel du Canada.

La grande question est maintenant de savoir quelle quantité d'alcool il faut ingurgiter pour entraîner ces malformations chez l'enfant. Faut-il être alcoolique ou ne lever le coude qu'à l'occasion? Rien n'est très clair à ce sujet. (Voir l'autre texte.)

Bien que moins visibles, les effets de l'alcoolisation fœtale (EAF) seraient trois fois plus courants que le SAF. Et les enfants qui en souffrent héritent d'à peu près tous les handicaps associés au SAF, à l'exception de cet air de lutin qui seul permet de les dépister tôt dans l'enfance.

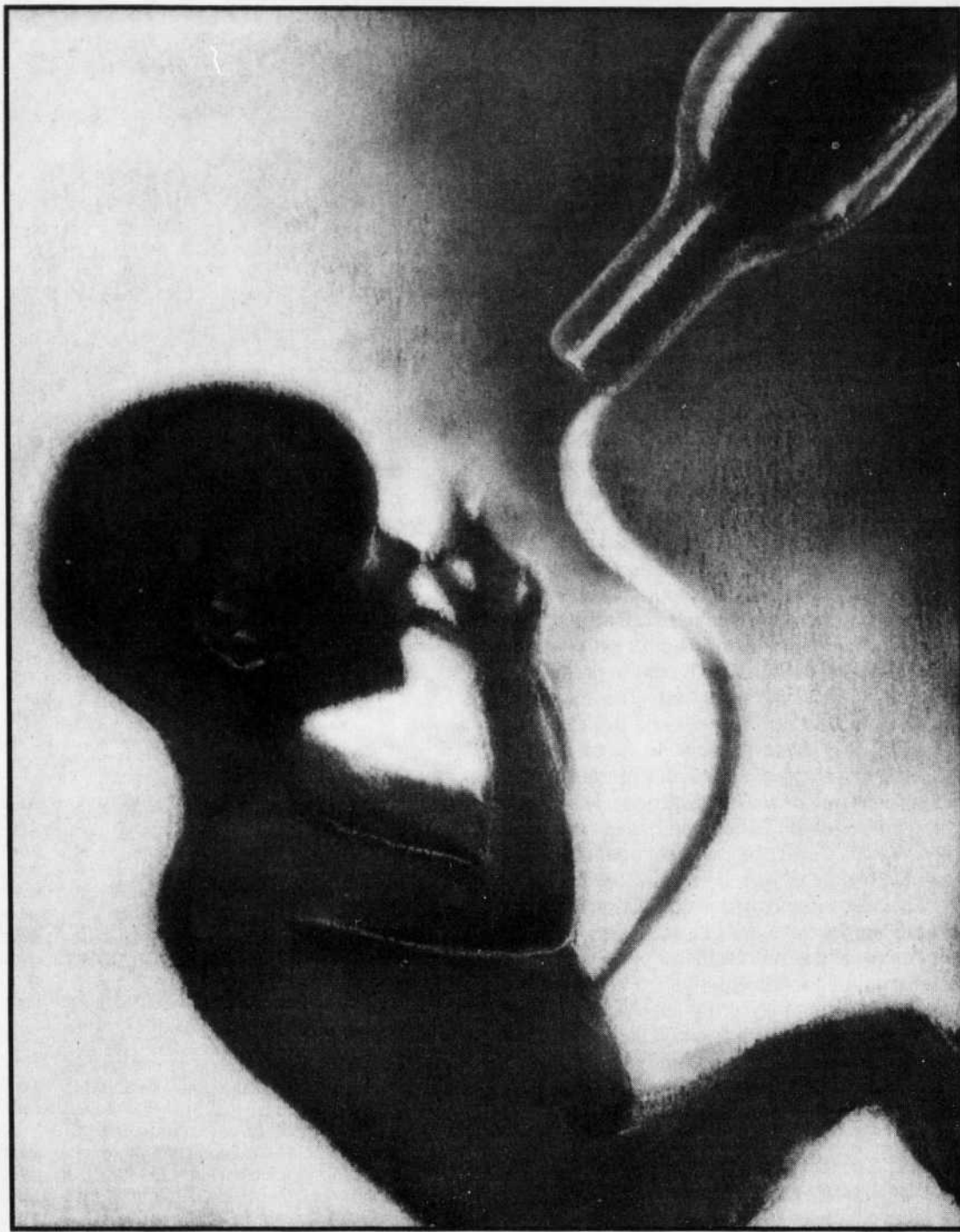
Chez la plupart des enfants victimes du SAF, cette petite mine de lutin disparaît toutefois à l'adolescence, de sorte qu'on doit souvent recourir à des photos de bébé pour pouvoir établir un diagnostic sûr chez les adolescents, ou même les adultes.

Il semble maintenant clair que les dommages causés par l'alcool sur le comportement de l'individu le pourchassent ensuite toute sa vie. Échecs scolaires, décrochage, parcours social cahoteux, difficulté à communiquer.

À défaut d'être aidés tôt dans l'enfance, les enfants atteints de SAF sont souvent pris dans un engrenage qui les mène au chômage, puis à la délinquance et parfois... à la prison.

Des travaux du Dr Ann Streissguth, une spécialiste mondiale du SAF, ont même établi que les adultes atteints du SAF obtiennent

**Le SAF est la première cause de retard mental au Canada, avant le syndrome de Down (mongolisme).**



De la conception aux premières semaines de vie du fœtus, «l'alcool agit comme un agent cytotoxique qui entraîne la mort des cellules nerveuses et cause des aberrations chromosomiques», affirme un rapport sur l'alcoolisation fœtale produit par le Service correctionnel du Canada.

CHRISTIAN TIFFET LE DEVOIR

des résultats à des tests de compréhension similaires à ceux d'élèves de deuxième et de quatrième années. Pour ce qui est des habiletés exigées dans la vie quotidienne, plusieurs n'en démontraient pas plus que celles d'enfants de neuf ans.

Le problème de la judiciarisation des victimes du SAF est tel que le Service correctionnel du Canada (SCC) s'est penché sur le phénomène, convaincu que de nombreuses prisons canadiennes abritent à tort tout un lot d'adultes atteints du SAF.

Dans un rapport sur la question, le SCC propose même de dépister la présence du SAF chez les détenus et d'en tenir compte dans toute la panoplie des procédures allant de l'accusation à la libération conditionnelle, et des jugements rendus contre eux.

Devant l'ampleur du problème,

la Chambre des communes a d'ailleurs entériné le printemps dernier une motion presque unanime visant à combattre le SAF et les causes sociales favorisant l'alcoolisme chez les mères.

En 1999, Ottawa s'est engagé à investir 11 millions de dollars pour lutter contre ce syndrome, dont près de quatre millions sont destinés aux Premières Nations et aux Inuits.

### Trop peu, trop tard

Au Québec, on s'éveille à peine à ce problème, mais trop peu, trop tard, estiment plusieurs parents désabusés par l'absence de services et de soutien pour aider les enfants aux prises avec le SAF. «Le Québec ne s'intéresse pas à cette question. On nous avait accordé une subvention de 100 000 \$ l'an dernier, mais cette année, la ministre

déleguée à la Santé, Agnès Maltais, a coupé les vivres. Il n'y a à peu près rien au Québec pour les francophones», déplore Luc Roy, père adoptif depuis 1991 d'une fillette atteinte du SAF et responsable, avec sa femme, Louise Loubier-Morin, de l'organisme de sensibilisation Safera. (www.safera.qc.ca).

C'est d'ailleurs la guerre ouverte entre ces parents, Educ'Alcool et le gouvernement du Québec. Safera a en effet obtenu une injonction pour empêcher la diffusion d'un document sur la grossesse et l'alcool qui, disent-ils, plagie sans autorisation leur propre site Internet. Ces parents accusent aussi Québec d'être de mère avec les brasseurs qui financent Educ'Alcool et de prôner une approche trop laxiste face à la consommation d'alcool pendant la grossesse.

## Enceintes, les Québécoises continuent à boire. Quels sont les risques?

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

D'accord, l'alcool cause des dommages au fœtus. Mais à quelle dose? Si les mères alcooliques exposent leur fœtus à de graves dangers, qu'en est-il des mondaines qui se trempent les lèvres lors d'un cocktail? De plus en plus de recherches démontrent que même de très faibles quantités d'alcool peuvent avoir des effets néfastes sur les bébés.

Faute d'études démontrant le seuil d'innocuité de l'alcool, la majorité des chercheurs se rallient pour dire en ce moment qu'il n'existe pas de degré de consommation sécuritaire d'alcool en cours de grossesse.

«Il n'y a pas de seuil minimal déterminé, c'est pourquoi on doit toujours prôner l'abstinence totale pendant la grossesse. Malheureusement, il y a encore des médecins qui disent qu'un petit verre de temps en temps, ça ne fait pas de mal», affirme le Dr Nora Setton, pédiatre à l'unité de médecine familiale du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).

Le problème, renchérit le Dr Setton, c'est que le «p'tit verre de temps à temps» est une notion à géométrie variable. Pour certaines femmes, ça représente deux à trois verres pendant la grossesse. Pour d'autres, ça veut dire deux à trois verres par week-end. «J'ai une patiente à qui un médecin a dit ça et qui s'est retrouvée avec un enfant atteint du SAF parce qu'à trois reprises, elle avait un peu trop

«fêté» pendant sa grossesse. Il faut faire attention à qui on s'adresse quand on parle de consommer un peu», renchérit le Dr Setton.

Aucune étude n'a encore permis d'établir avec certitude le seuil de consommation à partir duquel les mères exposent leur fœtus aux syndromes d'alcoolisation fœtale ou aux effets de l'alcool. D'autant plus que des facteurs génétiques et physiologiques semblent influencer le risque de transmettre le SAF à son enfant.

Alors que certaines recherches établissent à quatre à huit verres par semaine le volume nécessaire pour provoquer le SAF, des effets neurologiques ont par ailleurs été constatés chez des bébés exposés à de très faibles concentrations d'alcool.

### Le retour du balancier

En août dernier, une recherche publiée dans la revue américaine *Pediatrics* démontrait même que les enfants dont la mère avait consommé aussi peu qu'un verre par semaine étaient plus agressifs et impatients. Après des années de tolérance face à l'alcool, certains spécialistes croient maintenant qu'il n'est point besoin d'être alcoolique pour exposer le fœtus à des séquelles. Le SAF aurait été constaté chez les bébés de «buveuses mondaines» qui ne consommaient qu'à petites doses.

Selon le Dr John Sader, un spécialiste de la toxicomanie et du SAF, les femmes qui boivent de quatre à cinq consommations d'alcool par jour courent 50 % plus de risques d'affliger leurs fœtus du SAF. Une femme qui boit de deux à quatre verres

de boissons alcoolisées par jour courrait 10 % de ce risque, bien qu'il y ait 30 % de chance que son enfant présente des effets de l'alcool (EAF), des symptômes plus limités que le SAF, quoique très handicapants pour l'enfant.

Mais d'autres spécialistes s'empressent de dire le contraire. «Tout ce qu'on sait, c'est que le danger croît avec l'usage. C'est comme pour la cigarette. On sait que c'est nocif, mais personne ne peut dire après combien de cigarettes on risque d'avoir un cancer du poumon», affirme Suzanne Jeannotte, conseillère principale sur le SAF pour la direction de la santé publique de Santé Canada.

Même si ces spécialistes et l'Association américaine de pédiatrie prônent l'abstinence totale, certains observateurs jugent qu'une approche trop «intégriste» face à l'alcool pendant la grossesse peut faire plus de mal que de bien.

«Il est clair qu'on ne connaît pas la dose avec laquelle l'alcool crée des dommages. Mais il reste que si une femme a bu avant de savoir qu'elle était enceinte, il n'y a pas lieu de paniquer ou de conseiller l'avortement. Il ne faut pas non plus démoniser l'alcool et culpabiliser à outrance des femmes qui ne sont pas les plus à risque», affirme Louise Nadeau, spécialiste des toxicomanies, professeure au département de psychologie de l'Université de Montréal.

### La question de l'abstinence

La question de l'abstinence pendant la grossesse est d'autant plus pertinente que c'est au Québec que les femmes enceintes consomment le plus d'alcool.

Un sondage réalisé en 1999 par la firme Environics, pour Santé Canada, constate en effet que les Québécoises sont beaucoup plus nombreuses que les femmes des autres provinces à penser que la consommation pendant la grossesse est sécuritaire! Seulement 32 % des Québécoises sont au courant du syndrome d'alcoolisation fœtale.

Le Dr Sader s'interroge quant à lui sur les sondages qui révèlent que les femmes enceintes hésitent de moins en moins à prendre un verre. En 1991, seulement 11 % des femmes se permettaient de prendre de l'alcool pendant leur grossesse. Dix ans plus tard, ce pourcentage est passé entre 16 % et 20 %.

### Les troubles de l'attention à l'école

«Il y a lieu de se poser des questions sur l'impact de cette tendance. Il y a une hausse énorme des troubles déficitaires de l'attention dans les écoles. Peut-être qu'il y a un lien à faire avec ces nouvelles habitudes pendant la grossesse. C'est une piste qu'il faut étudier», soutient le Dr Sader.

Chose certaine, rappelle ce spécialiste, la période la plus vulnérable pour le fœtus est celle où les femmes ne savent pas encore qu'elles portent un enfant. Entre le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> mois, l'alcool entraîne une migration anormale des cellules, ou leur destruction.

Au troisième mois, il contribuerait aux déficiences neurologiques. «Dès qu'il y a des intentions de grossesse, dit-il, il est donc recommandé aux femmes de stopper la consommation d'alcool.»